

Votre relation bancaire avec CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A.

Brochure d'information client (y compris les Informations relatives à la protection des données)



Table des matières

1. CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A. et ses services	3
2. Conflits d'intérêts	13
3. Avantages (Incitations)	17
4. Meilleure exécution et règles de traitement des ordres	20
5. Protection des avoirs déposés par les Clients	28
6. Informations sur les frais	31
7. Valorisation et rapports aux Clients	33
8. Réclamations de Clients	36
9. Informations relatives à la protection des données	37
10. Annexes	47
Annexe 1 Instruments financiers	47
Annexe 2 Modèle d'information à destination du déposant	49
Annexe 3 Destinataires des Données	51
Annexe 4 Informations supplémentaires en matière de protection des données relatives aux Succursales de CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A.	60

1. CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A. et ses services

1.1 CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A.

CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A. (ci-après la « **Banque** ») est établie au Luxembourg depuis 1974. Le siège social de la Banque est situé au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Les références à la Banque incluent ses succursales (telles que définies à l'Annexe 4) dans différents États membres de l'Espace économique européen. La Banque fait partie du Groupe UBS. En conséquence, toute référence au « **GROUPE** » ou aux « **Entités du GROUPE** » dans le présent document inclut à la fois les entités du Credit Suisse et celles du Groupe UBS. La Banque est dûment agréée en tant qu'établissement de crédit et est soumise à la surveillance prudentielle de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« **CSSF** »), l'autorité luxembourgeoise de régulation du secteur financier. La CSSF est établie au 283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

1.2 Gamme de services et de produits

1.2.1 Aperçu

La Banque propose à ses clients (les « Clients ») une offre de conseil en investissements complète et une large gamme de solutions financières. Afin d'atteindre les objectifs de ses Clients, la Banque développe des concepts individualisés, fournit des services globaux de planification patrimoniale, des services de gestion de portefeuille, des solutions de placement et des services de conseil en investissements pour toutes les typologies de clients de la Banque.

Ceux-ci incluent tant des personnes physiques que des sociétés sur les segments « High Net Worth Individuals » et « Ultra High Net Worth Individuals » ainsi que des investisseurs institutionnels. La Banque agit également en qualité de banque dépositaire pour une clientèle de fonds d'investissements.

La Banque propose à ses Clients une gamme globale de produits en provenance de prestataires de services de premier plan intervenant sur les marchés financiers, y compris les produits internes du GROUPE, qui sont sélectionnés et contrôlés en permanence par des spécialistes au sein du GROUPE. La gamme de produits comprend des instruments financiers « classiques » tels qu'actions et obligations, des fonds d'investissement, des produits structurés, des produits dérivés cotés, des produits dérivés négociés de gré à gré (« over-the-counter », OTC), y compris des produits de change monétaire, des produits du marché monétaire, des produits d'investissement non traditionnels et des placements alternatifs.

La Banque fournit les services de conservation d'instruments financiers pour le compte de tous ses Clients. Les instruments financiers sont détenus auprès de la Banque sur des portefeuilles titres, tandis que les liquidités sont détenues sur des comptes courants ouverts auprès de la Banque. La Banque veille à ce que les actifs de ses Clients soient conservés conformément aux exigences réglementaires ; pour plus de détails à ce sujet, veuillez vous référer à la section « Protection des avoirs déposés par les Clients ».

La Banque agit également en tant que teneur de compte-conservateur pour les Clients qui ont accordé un mandat de gestion de fortune à un gérant d'actifs externe. Pour ces Clients, la Banque fournit uniquement les services de réception et de transmission ou d'exécution des ordres qu'elle reçoit du gérant d'actifs externe.

En outre, la Banque propose différents services d'octroi de crédit et de services de paiement tels que les virements. Les versements et les retraits en espèces ne sont toutefois pas possibles. Les informations contenues dans la présente Brochure d'information client ne concernent pas les services de crédit et de paiement.

1.2.2

Relation entre risque et rendement

En règle générale, plus le rendement escompté d'un instrument financier spécifique est important par rapport au rendement attendu du marché, plus le risque pour l'investisseur est élevé, en particulier en ce qui concerne les fluctuations des valeurs et des rendements.

Exemple : dans le cas d'un investissement dans un fonds monétaire avec un faible risque de perte potentielle, le rendement attendu est généralement plus faible que pour un fonds en actions qui peut comporter un risque élevé. Par rapport aux fonds monétaires, les fonds en actions offrent généralement un potentiel de rendement plus élevé, mais comportent un risque plus important de perte de rendement et du capital investi.

La brochure de la Banque intitulée « Risques dans le commerce de titres » contient des informations détaillées sur les risques liés aux transactions sur instruments financiers et fait partie intégrante de la convention d'ouverture de compte.

1.2.3

Classification des Clients et ses implications

Dans le cadre de la fourniture de ses services et en conformité avec les exigences légales et réglementaires, la Banque classe ses Clients en tant que « **Clients privés** » (terme correspondant à la notion juridique de « Clients non professionnels ») ou en tant que « **Clients professionnels** ». Des niveaux de protection différents s'appliquent à ces catégories de clients.

Les Clients professionnels sont des Clients disposant de l'expérience, des connaissances et de l'expertise nécessaires pour prendre leurs propres décisions d'investissement et évaluer correctement les risques encourus. Les critères de classification en tant que Client professionnel dès l'origine de la relation avec la Banque sont établis en conformité avec la loi.

La Banque classe tous les Clients en tant que Clients privés (Clients non professionnels), sauf si un Client satisfait aux critères de Client professionnel, auquel cas le Client concerné est classifié comme tel.

Le plus haut niveau de protection s'applique aux Clients classés en tant que Clients privés. En particulier, de cette classification découle une obligation d'évaluation du caractère approprié et de l'adéquation de l'investissement, en tenant compte de tous les critères d'adéquation et de caractère approprié applicables aux Clients privés, une obligation de mise à disposition d'informations et d'un reporting complets ainsi que d'un accès à un univers de produits adéquat pour les Clients privés.

Les Clients privés qui désirent être classifiés comme Clients professionnels peuvent demander à la Banque d'être reclassifiés comme tels si certains critères sont remplis (« **Clients professionnels sur option** »). Les Clients professionnels qui cherchent un degré de protection plus important peuvent demander à être reclassifiés en Clients privés. Les Clients peuvent contacter leur conseiller clientèle à la Banque à tout moment pour de plus amples informations sur leur classification.

Plus précisément, la classification du Client détermine l'applicabilité de règles de bonne conduite. À titre d'exemple, le rapport d'adéquation (qui est décrit en détail dans la section 1.3.3 ci-dessous) n'est fourni qu'aux Clients privés.

En outre, en fonction de la classification du Client, la Banque peut être amenée à restreindre ou limiter l'offre de certains services ou produits. Des restrictions supplémentaires sont susceptibles de s'appliquer, par exemple en ce qui concerne les produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance (Packaged Retail Investment and Insurance-based Products, « **PRIIP** »), dans le cas où un document d'information clé (Key Information Document « **KID** ») n'est pas disponible pour un produit dans lequel un Client privé souhaite investir (vous trouverez des informations plus détaillées sur les PRIIP et les KID dans la section 1.5 ci-dessous). La Banque est donc susceptible de ne pas être en mesure de fournir des services d'investissement à des Clients privés en relation avec ces PRIIP.

1.3 Services de conseil en investissements (non indépendant) et de gestion de portefeuille

1.3.1 Description des services

Lorsqu'elle fournit des conseils en investissements, la Banque est susceptible de recommander au Client une vaste gamme d'instruments financiers. Tous les instruments financiers visés à l'**Annexe 1** de cette Brochure d'information client ne pourront pas être proposés par la Banque à tout moment. Des informations complémentaires seront fournies par le conseiller clientèle sur demande.

La Banque peut également recommander des instruments financiers élaborés par des Entités du GROUPE. Des informations complémentaires à ce sujet sont disponibles dans la section « Conflits d'intérêts ».

Au vu de ce qui précède, le conseil en investissements que la Banque fournit à ses Clients n'est **pas** considéré comme **indépendant**.

Dans certaines circonstances, la Banque reçoit des avantages monétaires et/ou non monétaires en relation avec la fourniture de services à des producteurs d'instruments financiers et/ou d'autres tiers, ou en relation avec la réception de services de la part de ceux-ci et peut conserver ces avantages. La section « Avantages (Incitations) » contient de plus amples informations à cet égard.

L'instrument financier qui sera recommandé par la Banque au Client dépendra du résultat de l'évaluation de l'adéquation de l'investissement effectuée par la Banque. La section 1.3.3 contient de plus amples informations à ce sujet.

La Banque offre également des services de gestion de portefeuille. La Banque propose au Client un profil d'investissement avec mandat de gestion de portefeuille

discrétionnaire, qui définit une stratégie d'investissement considérée par la Banque comme étant adéquate pour le Client.

1.3.2

Conseil en investissements : Analyse de la gamme d'instruments financiers avant la recommandation

Lorsqu'ils fournissent des conseils en investissement sur des instruments financiers spécifiques, les conseillers clientèle de la Banque ou les spécialistes du conseil en investissement tiennent compte des instruments financiers présélectionnés et évalués par des spécialistes. La Banque a accès à cette pré-sélection d'instruments financiers.

En particulier :

- Les équipes de recherche du GROUPE évaluent les sociétés ainsi que les actions et les obligations émises par celles-ci. Pour ce faire, les équipes de recherche du GROUPE utilisent une notation restreinte [acheter (« buy »), conserver (« hold »), vendre (« sell »)]. Les sociétés, actions et obligations sont présentées dans les listes de produits recommandés si les équipes de recherche du GROUPE estiment qu'elles auront une performance supérieure ou un risque inférieur à des produits similaires. Cette opinion est basée sur des analyses financières approfondies et des avis d'experts.
- Les instruments financiers émis ou élaborés par le GROUPE et recommandés aux Clients sont inclus dans les listes de recommandations du GROUPE, chaque instrument financier faisant l'objet d'une évaluation pour déterminer s'il est adéquat pour le marché concerné. Dans le même temps, la Banque soumet les produits à de strictes exigences qualitatives. Ces exigences sont présentées ci-dessous pour différents types d'instruments financiers.

Dans le cadre du conseil en investissement, les conseillers clientèle ou les spécialistes du conseil en investissement mettent généralement l'accent sur des portefeuilles modèles développés pour différentes stratégies.

Si le Client définit une stratégie d'investissement donnée, les produits du portefeuille modèle correspondant sont recommandés. En termes de sélection des produits pour un portefeuille modèle, les informations fournies ci-dessous pour certains types d'instruments financiers s'appliquent, en prenant en compte les impacts sur l'ensemble du portefeuille :

a) Fonds d'investissement

Lorsqu'elle recommande des fonds d'investissement, la Banque prend en considération sa liste des fonds d'investissement recommandés, qui est basée sur les évaluations positives de spécialistes d'autres entités du GROUPE.

b) Certificats et autres instruments financiers structurés

En ce qui concerne les certificats et les autres instruments financiers structurés, la Banque sélectionne soigneusement les émetteurs en se fondant sur des exigences qualitatives strictes en termes de solvabilité et de qualité de service, et elle établit des listes de produits recommandés sur la base de ces exigences. Pour pouvoir intégrer cette liste, l'émetteur doit respecter les exigences minimales fixées par le GROUPE concernant la qualité des produits et la tarification, avoir une notation de crédit à long terme d'au moins « A3 » pour Moody's, « A- » S&P ou une notation du GROUPE équivalente.

La Banque recommande les certificats et autres instruments financiers structurés d'émetteurs présents sur la liste mentionnée ci-dessus qui sont adéquats pour le marché concerné et sont autorisés à la distribution. Lors de la sélection des certificats et de leur intégration dans la liste mentionnée ci-dessus, la Banque est particulièrement attentive au fait que le profil de paiement et la structure des coûts des certificats ou des autres instruments financiers structurés soient transparents et compréhensibles. Si ce n'est pas le cas, le produit en question n'est pas inclus dans la liste et ne fait donc pas partie du conseil en investissement.

c) Obligations

La Banque recommande de préférence des obligations qui présentent un volume d'émission approprié et sont suffisamment liquides au moment de la recommandation. Pour l'intégration dans la liste d'obligations recommandées, la Banque se concentre sur les émetteurs ou garants (si cela est prévu dans la structure) avec une notation de crédit à long terme dans la fourchette « investment grade », qui correspond au moins au rating BBB par Moody's, équivalent à un rating de « solvabilité satisfaisante » chez d'autres agences de notation. Les évaluations réalisées par les équipes de recherche du GROUPE concernant la durée, la solvabilité, la monnaie et le secteur sont prises en compte de façon dynamique lors de la sélection des obligations. En raison du faible niveau de liquidité sur le marché secondaire européen, la Banque n'inclut pas d'obligations américaines du marché intérieur des États-Unis dans la sélection de produits. Dans le cas d'obligations qui ne sont pas libellées en monnaies « core » (p. ex. CHF, EUR, USD, GBP), la Banque recommande des émetteurs supranationaux et comparables avec un haut degré de solvabilité.

d) Actions

La Banque accepte de manière générale les émetteurs recommandés par les équipes de recherche du GROUPE pour sa liste d'actions recommandées. Une recommandation n'est émise par les équipes de recherche du GROUPE que si l'émetteur remplit des exigences minimales en matière de rapports (annuels) ou de normes comptables, et si l'émetteur est coté en bourse.

1.3.3

Évaluation de l'adéquation pour le conseil en investissement et la gestion de portefeuille, rapport d'adéquation

Avant de fournir des services de conseil en investissement ou de gestion de portefeuille, la Banque évalue, pour les Clients qu'elle classe dans la catégorie des Clients privés, si la transaction concernée sur instruments financiers ou le service remplit les critères d'adéquation suivants :

- Le Client dispose de l'expérience et des connaissances nécessaires afin de comprendre les risques impliqués par la transaction concernée (par exemple, dans le cadre de l'achat d'un instrument financier) ou dans la gestion du portefeuille du Client ;
- La transaction correspond aux objectifs d'investissement du Client, y compris à sa disposition à assumer des risques et d'éventuelles préférences en termes de durabilité ;
- Le Client est financièrement capable de supporter tout risque d'investissement inhérent à ses objectifs d'investissement.

Concernant les Clients classifiés comme Clients professionnels, la Banque peut supposer qu'ils ont l'expérience et les connaissances nécessaires aux fins de l'évaluation de l'adéquation sur la base des critères d'adéquation mentionnés ci-dessus.

L'évaluation de l'adéquation vise à permettre à la Banque d'agir au mieux des intérêts du Client.

L'évaluation de l'adéquation est basée sur les informations relatives aux critères d'adéquation mentionnés ci-dessus, que le Client a fournies à la Banque dans le « **Profil d'investissement – Questionnaire** ». L'étendue des informations demandées par la Banque dépend de la classification du Client. Les Clients privés doivent fournir plus d'informations que les Clients professionnels.

L'évaluation de l'adéquation par la Banque repose sur l'exactitude, l'exhaustivité et l'actualité des informations fournies par ses Clients. La Banque ne peut agir au mieux des intérêts du Client que si elle reçoit toutes les informations requises.

Lorsque la Banque fournit des services de gestion de portefeuille au Client, elle procède à une évaluation périodique de l'adéquation, reflétée dans le rapport intitulé « Relevé de placements » (tel que précisé dans la section 7.2.2 ci-après). Toutefois, en ce qui concerne le conseil en investissement fourni par la Banque, celle-ci n'effectue en principe aucune évaluation périodique de l'adéquation.

Lorsque la Banque fournit des conseils en investissement à un Client qu'elle a classifié dans la catégorie des Clients privés, elle fournit à celui-ci un rapport d'adéquation qui précise le conseil fourni et notamment sa conformité aux objectifs d'investissement du Client, à sa situation personnelle, y compris sa tolérance au risque et à sa capacité à supporter des pertes financières.

Le rapport d'adéquation est, en principe, délivré en même temps que le conseil en investissement, et avant l'exécution de l'ordre/des ordres correspondant(s) du Client privé.

Cependant, dans certaines circonstances, notamment en cas d'utilisation d'un moyen de communication à distance pour la fourniture de conseils en investissement, la Banque est susceptible d'envoyer au Client privé le rapport d'adéquation sur un support durable dans les meilleurs délais après la conclusion de la transaction en question, si le Client privé y consent et après lui avoir proposé de différer la transaction. Dans ce cas, le rapport d'adéquation est envoyé conformément aux instructions d'expédition que le Client a fournies à la Banque et, le cas échéant, par tout autre moyen convenu ponctuellement avec le Client.

Lorsque le destinataire du rapport d'adéquation n'est pas la personne qui a reçu le conseil en investissement, le destinataire du rapport d'adéquation peut ne pas être en mesure d'en évaluer le contenu. Le Client doit veiller à ce que la personne qui a reçu le conseil en investissement reçoive le rapport d'adéquation correspondant fourni par la Banque.

1.3.4

Informations liées à la durabilité

L'investissement durable est le processus de prise en compte des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les décisions d'investissement. Les politiques et cadres de Credit Suisse reflètent le rôle clé que

jouent les considérations ESG à toutes les étapes du processus d'investissement, des critères d'exclusion aux investissements à impact.

Conformément au Règlement (UE) 2019/2088 du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (« **SFDR** »), la Banque a défini une méthodologie pour identifier les investissements durables et son approche pour prendre en compte les principales incidences négatives (« **PAI** ») sur les facteurs de durabilité au niveau du/des produit(s). Pour plus d'informations, veuillez-vous référer à l'adresse suivante : <https://www.credit-suisse.com/media/assets/private-banking/docs/lu/ext-lgd671e-sfdr-cs-pai-approach-financial-products.pdf>

Par ailleurs, il a été établi le « cadre de l'investissement durable » <https://www.credit-suisse.com/media/assets/microsite/docs/responsibleinvesting/sustainable-investment-framework.pdf> de Credit Suisse, qui s'applique tant aux services de conseil en investissement qu'aux services de gestion de portefeuille et qui contient davantage d'informations sur les approches liées à l'investissement durable.

Lorsqu'elle fournit les services de conseil en investissement et de gestion de portefeuille, et plus particulièrement en ce qui concerne les stratégies d'investissement durable, la Banque prend en compte les **risques en matière de durabilité** et intègre activement les éléments additionnels en matière de durabilité au sein de ses processus de due diligence et de recherche ainsi que dans la prise de décisions d'investissement, en les combinant à l'analyse financière et à la construction de portefeuilles. Vous trouverez des informations complémentaires sur les [politiques de la Banque en matière de risques liés à la durabilité](https://www.credit-suisse.com/media/assets/private-banking/docs/lu/ext-lgd672-sfdr-entity-sustainability-risk-policies.pdf) à la page suivante : <https://www.credit-suisse.com/media/assets/private-banking/docs/lu/ext-lgd672-sfdr-entity-sustainability-risk-policies.pdf>.

Les termes « risque en matière de durabilité » désignent un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance (ESG) qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante sur la valeur de l'investissement. La matérialité des risques en matière de durabilité est déterminée par la probabilité, l'ampleur et l'horizon temporel de la réalisation du risque.

La Banque identifie les risques en matière de durabilité en prenant en compte l'exposition du portefeuille au secteur, à l'industrie et à l'entreprise, soit en termes absolus, soit par rapport à l'indice de référence. Les analyses effectuées en interne peuvent être étayées par des cadres spécifiques définissant les facteurs ESG spécifiques à une industrie, significatifs pour une entreprise ou un émetteur.

Les impacts liés à la réalisation d'un risque en matière de durabilité peuvent être nombreux et varier en fonction du risque spécifique, de la région et de la classe d'actifs. Pour tous types d'investissements, les risques en matière de durabilité peuvent avoir un impact négatif sur les rendements. Ceci est particulièrement pertinent pour les risques physiques aigus et chroniques, les nouvelles taxes sur le carbone et l'évolution du comportement des consommateurs, qui peuvent conduire à des risques de défaut accrus pour les investissements.

En plus des critères financiers et de risque traditionnels, la Banque prendra en compte les critères ESG, aussi bien pour l'analyse financière et le service de conseil que pour les décisions d'investissement des portefeuilles durables, suivant la méthodologie du GROUPE et les préférences des clients en matière de durabilité. Cette méthodologie attribue aux produits distribués par la Banque une classification interne en matière de durabilité qui prend en compte, entre autres :

- L'application à l'univers d'investissement d'exclusions partielles ou totales en cas d'activités interdites par les traités ou les réglementations internationales ou en cas d'autres activités controversées ;
- L'analyse des controverses et la prise en compte des PAI en matière de durabilité ;
- Les procédures de due diligence appliquées aux fonds d'investissement gérés par des gestionnaires tiers avant l'ajout de ces instruments à l'univers des produits conseillés de la Banque.

La classification interne en matière de durabilité se base sur les caractéristiques ESG de chaque produit. Cette classification reflète les risques en matière de durabilité évoqués ci-dessus. La classification ESG des produits permettra aux conseillers et gestionnaires de portefeuilles de la Banque ainsi qu'à ses clients de faire la distinction entre les produits ayant un impact positif sur les éléments ESG et ceux ayant un impact moins positif.

Les solutions de mandats de gestion de portefeuille discrétionnaire proposées par la Banque prennent toutes en considération les risques en matière de durabilité mentionnés précédemment et se répartissent selon les catégories suivantes :

- les mandats « traditionnels » qui ne se retrouvent pas dans l'une des deux autres catégories ci-dessous,
- les mandats qui promeuvent les caractéristiques environnementales ou sociales en intégrant les facteurs ESG dans le processus de prise de décision des investissements, et
- les mandats ayant des objectifs d'investissement durable, tel que, par exemple, les investissements contribuant aux efforts d'adaptation et/ou de réduction du changement climatique.

Pour ces deux dernières catégories, des informations spécifiques liées à la durabilité sont incluses dans leur documentation contractuelle respective et dans les rapports périodiques dédiés.

1.4

Services d'exécution d'ordres ainsi que de réception et transmission d'ordres, évaluation du caractère approprié

Outre les services de conseil en investissement et de gestion de portefeuille (cf. section 1.3 ci-dessus), la Banque fournit les services d'exécution d'ordres ainsi que de réception et transmission d'ordres relatifs à des instruments financiers. Tandis que dans les scénarios susmentionnés, la Banque ne fournit aucune recommandation au Client et ne gère pas le portefeuille d'actifs du Client, le service de la Banque consiste à recevoir les ordres du Client relatifs à des transactions avec des instruments financiers que la Banque exécute elle-même ou transmet à un intermédiaire (courtier) pour exécution.

Les principes de meilleure exécution et les règles de traitement des ordres de la Banque s'appliquent aux services d'exécution d'ordres et aux services de réception et transmission d'ordres. De plus amples informations sont disponibles dans la section « Meilleure exécution et règles de traitement des ordres ».

Aucune évaluation de l'adéquation ne sera effectuée en rapport avec ces services, mais la Banque procède à une évaluation du caractère approprié des ordres fournis par des Clients privés.

Afin d'être en mesure d'agir au mieux des intérêts du Client privé et d'effectuer une évaluation correcte du caractère approprié, la Banque dépend de la fourniture d'informations correctes, complètes et à jour sur les connaissances et l'expérience des Clients privés dans le Profil d'investissement – Questionnaire. Si le Client privé ne fournit pas ces informations ou fournit des informations insuffisantes ou incomplètes, la Banque ne sera pas en mesure de procéder à l'évaluation du caractère approprié et émettra un avertissement connexe au Client privé.

Des informations sur les dispositifs de meilleure exécution mis en œuvre par la Banque figurent à la section 4 ci-après.

1.5

Documents d'informations produits

Pour les instruments financiers et les autres produits d'investissement proposés au public et pour lesquels un prospectus de vente est établi, celui-ci est généralement mis à disposition du Client sur le site Internet de l'émetteur ou de la société de gestion, ainsi que sous forme imprimée à la demande du Client. Certains émetteurs et sociétés de gestion fournissent sur leurs sites Internet des informations complémentaires sur le produit d'investissement en question.

Pour certains produits d'investissement, la Banque peut fournir des informations sur les produits avant la décision d'investissement et l'exécution de la transaction. En ce qui concerne les PRIIP tels que, par exemple, les produits structurés, les Clients privés recevront un KID contenant des informations sur les caractéristiques, les coûts, les risques et la performance escomptée du produit en question. Font partie de ces informations l'identité de l'entité ayant conçu le PRIIP, la durée de détention recommandée, les conséquences en cas d'insolvabilité de l'entité ayant conçu le PRIIP et les modalités suivant lesquelles peuvent être posées des questions ou signalé des problèmes.

Les Clients peuvent contacter leur conseiller clientèle à tout moment pour de plus amples informations sur les produits. Veuillez noter que les émetteurs sont les seuls responsables de l'exactitude et de l'exhaustivité des documents d'informations produit.

En conformité avec les lois et réglementations, la Banque sera tenue de refuser l'exécution d'une transaction sur un PRIIP (p. ex. l'achat d'un PRIIP) si elle n'est pas en mesure de fournir un KID au Client. Toutefois, les Clients qui ont donné un mandat de gestion discrétionnaire à la Banque ne recevront aucun KID ni d'autre documentation produit pour les transactions que la Banque effectue en tant que gestionnaire de portefeuille.

1.6

Communication et langue d'usage

En principe, les ordres doivent être transmis à la Banque par écrit. En ce qui concerne la transmission d'ordres par téléphone ou par fax, les **Conditions générales** (« **CG** ») de la Banque, telles que modifiées ultérieurement le cas échéant, s'appliquent.

En règle générale, la Banque utilise les services postaux pour envoyer la correspondance. Si cela a été expressément spécifié ou convenu, la Banque peut fournir des informations et d'autres correspondances également par voie électronique, sous réserve des stipulations de la convention applicable.

Tous les supports d'information, formulaires et autres documents sont disponibles en anglais, français et allemand.

Les Clients peuvent choisir de recevoir la correspondance dans l'une de ces langues. Conformément aux CG, la langue utilisée est convenue avec le Client lors de l'ouverture de la relation bancaire.

1.7

Enregistrement de conversations téléphoniques ou de communications électroniques

En ce qui concerne les services d'investissement fournis par la Banque, les conversations téléphoniques et, le cas échéant, les communications électroniques seront enregistrées par la Banque conformément aux lois et réglementations applicables. Une copie de l'enregistrement de ces conversations/communications avec le Client sera disponible gratuitement sur demande pendant une période de sept ans.

2. Conflits d'intérêts

2.1

Contexte

La Banque a adopté une politique interne (l'« **Instruction** ») visant à gérer les actions ou les transactions au sein de la Banque qui pourraient engendrer des conflits d'intérêts avérés ou potentiels (les « **Conflits** »).

L'objectif de cette Instruction est de préserver la réputation d'intégrité et d'équité de la Banque, de satisfaire aux exigences de la réglementation et de maintenir la confiance des Clients et contreparties de la Banque. Cette Instruction constitue un élément de la stratégie durable de la Banque visant à appliquer les critères éthiques les plus élevés en matière de traitement des Clients et de gestion des Conflits. Cette section résume les principaux aspects de cette Instruction.

La Banque a pour politique de gérer et, le cas échéant, d'interdire toute action ou transaction qui pourrait engendrer un conflit entre les intérêts de la Banque ou de ses collaborateurs et ceux de ses Clients.

À l'instar des autres prestataires globaux de services financiers déployant une large palette d'affaires et d'activités, la Banque doit régulièrement faire face à des conflits potentiels. La Banque s'emploie à les gérer de manière cohérente, en se basant sur les critères d'intégrité et d'équité les plus élevés. Afin de garantir la conformité avec ces critères, la Banque doit en permanence chercher à détecter et gérer ces conflits de manière proactive afin d'éviter des comportements inappropriés ou apparaissant comme tels.

2.2

Gestion et atténuation des conflits

Les conflits sont inévitables pour tout fournisseur de services financiers globaux intégrés. La Banque mène un certain nombre d'activités et fournit un certain nombre de services, notamment en matière de conseil en investissement et de gestion de portefeuille, qui comportent le risque que les intérêts d'un ou de plusieurs Clients soient mis en péril.

La Banque utilise un certain nombre de techniques pour gérer et atténuer les Conflits, parmi lesquelles :

- la création de zones de confidentialité par la mise en place de barrières à l'information, par la séparation des secteurs d'activité et des responsabilités et la séparation spatiale ;
- l'élaboration de directives d'emploi strictes, y compris en relation avec l'utilisation des informations internes, ainsi que d'exigences d'approbation préalables concernant les activités professionnelles extérieures (y compris les mandats d'administrateurs) ;
- la gestion d'une liste de surveillance pour surveiller les informations sensibles et prévenir l'utilisation abusive d'informations d'intérieurs, ainsi qu'une liste d'interdiction, utilisée à différentes fins, notamment pour la gestion des conflits potentiels en raison de l'activité ou des prestations de conseil fournies par la Banque. Cela inclut, entre autres, certaines restrictions en matière de ventes ou de transactions ;

- la mise en place de directives pour les collaborateurs concernant l'exécution et la surveillance de leurs transactions (p. ex. respect des listes d'interdiction, interdiction de certains types de transactions) ;
- la fourniture aux collaborateurs de formations et perfectionnements allant bien au-delà des exigences légales ;
- le respect de règles concernant l'acceptation ou l'offre d'invitations et de cadeaux par les collaborateurs ;
- l'utilisation de barrières physiques et électroniques à l'information pour stopper et contrôler le flux d'informations entre certains secteurs d'activité où un Conflit pourrait survenir ;
- le contrôle visant à garantir le bon fonctionnement des barrières à l'information ;
- l'application d'un Reputational Risk Review Process (RRRP, processus de revue du risque de réputation) pour des Conflits qui sortent du cadre des procédures de résolution des Conflits déjà en place ; et
- la fourniture de directives et formations internes à l'intention des collaborateurs concernés afin de les sensibiliser aux Conflits et indiquer comment les traiter s'ils devaient advenir.

Les barrières à l'information sont souvent désignées par le terme de « Chinese Walls » et elles empêchent la circulation d'informations confidentielles entre certains secteurs d'activité devant agir indépendamment les uns des autres. Certains services seraient particulièrement exposés à des Conflits si des informations devaient être transmises d'une entité opérationnelle à l'autre. C'est notamment le cas de la gestion de portefeuille, du conseil en investissement et du financement des entreprises.

Des barrières à l'information physiques, électroniques et opérationnelles sont mises en place pour prévenir et contrôler la circulation d'informations confidentielles entre des personnes exposées à des conflits dans le cadre de leurs activités, si celle-ci était de nature à nuire aux intérêts d'un ou de plusieurs Clients. Les barrières à l'information physiques comprennent, par exemple, l'installation des services concernés dans des bâtiments/lieux différents, de systèmes contrôlant l'accès à certains espaces, la limitation de l'accès des visiteurs, la conservation des documents dans des sites protégés à l'accès limité, etc.

Voici des exemples de barrières électroniques : systèmes de sécurité électroniques spéciaux, mots de passe obligatoires et indispensables pour avoir accès à certaines informations. Sur le plan opérationnel, les activités concernées sont dirigées par des personnes différentes respectant l'exigence de signature conjointe conformément aux procédures internes, dans le but de prévenir/limiter l'exercice éventuel d'une influence induite par l'un de ces directeurs.

Une dérogation temporaire au respect de ces principes n'est autorisée que dans des circonstances exceptionnelles. Chaque dérogation doit être justifiée et fait l'objet d'une supervision méticuleuse.

En outre, de nombreux autres processus et instructions relatifs aux Conflits ont été mis en place à tous les niveaux au sein de la Banque, traitant par exemple des affaires pour

compte propre, des intérêts extérieurs à la société, des cadeaux et divertissements, de l'allocation de nouvelles émissions et de l'indépendance de l'analyse financière.

Le respect de ces mesures et, par conséquent, le contrôle et la gestion des Conflits, est surveillé par un service de conformité indépendant qui assiste le conseil d'administration dans l'exercice de ses responsabilités de surveillance.

En outre, la Banque s'engage à respecter les valeurs éthiques et les normes professionnelles que le conseil d'administration et tous les collaborateurs sont tenus de suivre, y compris le respect de toutes les lois, réglementations et politiques de la Banque afin de préserver et de consolider sa réputation d'intégrité, d'équité et de prise de risque mesurée.

Même si la Banque a recours à ces techniques de gestion et d'atténuation, des Conflits peuvent toujours se produire dans les activités de la Banque.

2.3

Divulgence des conflits

Bien que cette section n'établisse pas de liste exhaustive de tous les Conflits qui pourraient survenir dans les activités de la Banque, les domaines d'activités suivants sont particulièrement concernés :

- Analyses financières ;
- Conseil en investissement et gestion de portefeuille ;
- Avantages (incitations) (cf. section séparée « Avantages (Incitations) » pour plus de détails)

Analyses financières

La Banque ne produit pas ses propres analyses financières, mais transmet le cas échéant celles qui sont produites par le GROUPE.

Le GROUPE a établi des instructions internes visant à garantir l'indépendance de la fonction d'analyse financière.

Cependant, l'existence d'une relation d'affaires entre les sociétés analysées et le GROUPE ne peut être totalement exclue. Dans des circonstances exceptionnelles, il est possible que des analystes recommandent des instruments financiers qu'ils détiennent dans leurs portefeuilles personnels. La vente de ces instruments financiers par les analystes est soumise à l'approbation du département Conformité du GROUPE.

Conseil en investissement et gestion de portefeuille

Certains collaborateurs du GROUPE peuvent être membres d'organes consultatifs de sociétés, d'institutions ou d'agences gouvernementales et, de par cette fonction, se trouver en possession d'informations qui ne sont pas librement disponibles sur le marché. Afin de limiter les conflits potentiels, le GROUPE oblige tous ses collaborateurs à obtenir un consentement préalable avant de s'engager dans des mandats privés ou à caractère professionnel, lesquels font également l'objet d'une surveillance.

En outre, les collaborateurs ne sont pas autorisés à effectuer des transactions sur des instruments financiers sur lesquels ils fournissent des conseils en investissement ni à utiliser les informations qui ne sont pas accessibles au public pour d'autres transactions.

Les produits sont contrôlés et sélectionnés par les comités de sélection de produits indépendants du GROUPE.

Il est possible que la Banque distribue également des produits pour lesquels le GROUPE est leader ou membre du groupe de prise ferme pour le produit considéré.

Il est possible, dans le contexte de la gestion de portefeuille, que les actifs du Client soient investis dans des produits dont le GROUPE est l'émetteur et/ou le sponsor. Pour plus de détails, Veuillez-vous référer à la fact sheet du produit correspondant.

Si, pour certaines transactions, le débit ou le crédit de chaque compte requiert une conversion monétaire, la Banque applique ses propres procédures. Pour les conversions monétaires, la Banque peut être en droit de facturer des frais supplémentaires.

Exceptionnellement, les dispositions organisationnelles et administratives effectives mises en œuvre par la Banque et décrites ci-dessus peuvent ne pas être suffisantes pour garantir, avec une certitude raisonnable, que le risque de porter atteinte aux intérêts du Client sera évité. Dans un tel cas exceptionnel, la Banque estimera, en tenant compte de ces risques et de toute mesure visant à les atténuer :

- si elle doit, en dernier ressort, divulguer le Conflit en question au Client concerné sur un support durable ou
- s'abstenir d'intervenir pour l'un ou plusieurs des Clients concernés.

3. Avantages (Incitations)

3.1

Avantages reçus

Dans certaines circonstances, la Banque reçoit de la part d'Entités du GROUPE ou d'autres tiers des rémunérations, frais, commissions, remboursements, rabais ou autres avantages/incitations monétaires ou non monétaires (les « **Avantages** ») en relation avec la fourniture de certains services ou relatifs à des référencements de clients à d'autres Entités du GROUPE, dans la mesure où la loi le permet. Les avantages non monétaires mineurs ne sont pas inclus dans la définition des Avantages pour les besoins de la présente Brochure d'information client et sont traités à la section 3.3 ci-dessous. Les sections 3.1 et 3.2 concernent les Avantages « monétaires ».

Les services mentionnés ci-dessus comprennent l'achat de produits d'investissement ou sont liés à la garde des actifs de clients (notamment lancement et développement de produits, production et fourniture d'informations sur les produits, montage et mise à disposition d'une infrastructure de qualité) et ne sont pas facturés séparément au Client. Le niveau des Avantages reçus est proportionnel au service supplémentaire ou de niveau supérieur fourni au Client.

Les Avantages sont normalement calculés en pourcentage du volume d'investissement total détenu par la Banque pour un produit, le montant variant en fonction du produit et du prestataire. Dans le cas de fonds d'investissement, la Banque reçoit des Avantages sous forme de paiements réguliers. Pour les produits structurés, la Banque reçoit des Avantages sous forme de paiements réguliers et/ou de rétrocession d'une partie du prix d'émission ou d'un rabais sur le prix d'émission.

Des informations détaillées sur l'existence, la nature et le montant des Avantages reçus par la Banque pour un produit donné sont fournies aux Clients régulièrement et en particulier avant que la Banque ne fournisse des conseils en investissement.

En ce qui concerne les mandats de gestion de portefeuille, les Avantages éventuellement reçus ne seront pas conservés par la Banque, mais remis au Client. S'agissant de services financiers sortant du cadre d'un mandat de gestion discrétionnaire, la Banque peut recevoir et conserver les Avantages en conformité avec le droit applicable.

Classe de produits	Catégorie de produit	Fourchette des Avantages (en pourcentage du volume annuel d'investissement)
Fonds	Fonds du marché monétaire	0 à 1,0 %
	Fonds obligataires et fonds immobiliers	0 à 1,6 %
	Autres fonds d'investissement	0 à 2,0 %
Produits structurés	Investissements sur le marché monétaire	0 à 1,5 %
	Investissements en obligations	0 à 1,5 %
	Investissements mixtes	0 à 1,5 %
	Investissements alternatifs	0 à 1,7 %
	Investissements en actions	0 à 2,5 %

Le montant des Avantages maximum par Client s'obtient en multipliant le pourcentage maximal par la valeur du volume d'investissement du Client pour la catégorie de produit concernée.

Les fourchettes indiquées ci-dessus correspondent aux Avantages maximum que la Banque peut percevoir conformément aux conditions du produit concerné (dans les limites autorisées par la loi). Si les Avantages prennent la forme d'un remboursement d'une partie du prix d'émission ou d'un rabais sur le prix d'émission et si le produit est racheté avant son échéance, la Banque conservera la totalité du montant des Avantages malgré tout rachat anticipé du produit. La Banque peut aussi percevoir des Avantages annualisés selon les fourchettes mentionnées plus haut pour des périodes ne couvrant pas une année complète. Des modifications peuvent survenir concernant le montant des Avantages et seront communiquées de manière appropriée.

Le Client est conscient du fait, et la Banque l'en informe explicitement par la présente, que les Avantages peuvent conduire à des conflits potentiels en incitant à sélectionner ou recommander d'emblée des produits pour lesquels la Banque reçoit des Avantages (p. ex. des fonds d'investissement ou des produits structurés plutôt que des actions ou des obligations), ou pour lesquels les Avantages reçus par la Banque sont supérieurs (p. ex. avec une préférence donnée aux produits de certains prestataires ou à des catégories de produits qui entraînent des Avantages plus élevés). Les conflits potentiels, en particulier en ce qui concerne les intérêts des Clients, seront pris en compte par des mesures appropriées comme décrit ci-dessus.

Le fait que la Banque reçoive ces Avantages a été pris en compte dans la détermination des frais à facturer par la Banque pour ses services. Le Client consent donc à ce que la Banque accepte des Avantages et les conserve, dans la mesure autorisée par la loi, et conformément aux CG de la Banque.

3.2

Avantages versés

La Banque est susceptible de verser une partie des Avantages reçus dans le cas de produits correspondant à des fonds d'investissement, ou une partie des frais de clients, des commissions et/ou des autres paiements perçus, à des distributeurs, des gérants d'actifs externes, des intermédiaires / apporteurs d'affaires (dans le cadre de référencement de clients), à des Entités du GROUPE ou d'autres tiers.

Lorsque le produit d'investissement n'est pas uniquement distribué par la Banque, mais aussi conçu au sein du GROUPE, et lorsque des services auxiliaires tels que des activités de conservation ou d'administration sont effectuées par le GROUPE, les Avantages versés en rapport avec le produit peuvent rester au sein du GROUPE.

Le montant exact des Avantages versés dépend du chiffre d'affaires généré par produit lui-même, des revenus de la Banque en relation avec le Client, du distributeur et d'autres facteurs tels que les exigences réglementaires. Le montant de ces Avantages versés peut atteindre jusqu'à 75 % des Avantages ou des frais et commissions perçus et sera proportionnel au service supplémentaire ou de niveau supérieur fourni au Client.

Des Avantages peuvent aussi être versés à des intermédiaires ou à d'autres Entités du GROUPE qui apportent des clients à la Banque. En cas d'apport d'affaire réussi, les intermédiaires peuvent en principe être rémunérés d'un montant pouvant atteindre 1 %

du montant initialement investi, sous réserve que certaines conditions soient remplies et dans la mesure autorisée par la loi. Sinon, sous certaines conditions, un certain pourcentage pouvant atteindre 50 % du chiffre d'affaires réalisé par la Banque peut être versé à l'intermédiaire pendant la durée de la relation clientèle.

Les accords entre la Banque et les tiers permettent essentiellement à ces parties de mettre en place et de fournir des services financiers efficaces et de grande qualité, ce qui profite au Client, car il sera en mesure de profiter de ces services.

Il est de la responsabilité du tiers d'évaluer si des Avantages versés par la Banque peuvent être conservés.

L'ampleur des Avantages supplémentaires perçus par ces tiers auprès de partenaires commerciaux autre que la Banque n'est pas connue de celle-ci et échappe à son contrôle.

3.3

Avantages non monétaires mineurs

La Banque est susceptible de recevoir et offrir des avantages non monétaires mineurs. Ces avantages non monétaires comprennent, par exemple, la formation sur les produits, notamment la participation à des conférences, à des séminaires ou à des événements similaires, la documentation marketing, la fourniture d'informations générales relatives au marché ou de documents ou informations concernant un instrument financier ou un service d'investissement, et d'autres avantages non monétaires mineurs généralement acceptés, dans la mesure permise par la loi. Les avantages non monétaires mineurs sont soumis à approbation interne, processus consistant à s'assurer que leur montant est conforme aux normes de la Banque.

L'ampleur de ces avantages non monétaires mineurs reçus dépend du fournisseur du produit ; l'ampleur des avantages non monétaires mineurs fournis dépend du distributeur, gérant d'actifs externe, apporteur d'affaire ou d'autres tiers.

3.4

Avantages et conflits d'intérêts

Les Avantages peuvent avoir une incidence sur la relation entre le Client et la Banque en raison de conflits potentiels, qui sont atténués de façon efficace, comme prévu dans l'Instruction de la Banque et présenté ci-dessus.

Conformément à l'Instruction et en raison des différentes barrières à l'information mentionnées à la section « Conflits d'intérêts », les Avantages sont négociés indépendamment de l'activité commerciale de la Banque. Ces Avantages s'ils existent ne conduisent donc pas à une situation de conflit d'intérêt en ce qui concerne la fourniture par la Banque de services de conseil en investissement ou de tout autre service.

Sur demande spécifique, le Client obtiendra des informations plus détaillées sur la nature et/ou le montant de ces Avantages, ou, si le montant ne peut pas en être établi, sur la méthode de calcul de ce montant.

S'il souhaite obtenir plus d'information, le Client peut contacter son conseiller clientèle.

4. Meilleure exécution et règles de traitement des ordres

4.1

Champ d'application

- a) Cette section résume les mesures que la Banque a mises en place conformément à la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers (« **MiFID** »), tel que transposée dans le droit luxembourgeois, en termes de meilleure exécution et de règles de traitement des ordres des clients.
- b) Les exigences de MiFID en matière de meilleure exécution sont un élément important de la protection des investisseurs. Ces dispositions s'appliquent aux entreprises d'investissement qui exécutent, reçoivent ou transmettent les ordres de Clients sur des instruments financiers, qui prennent la décision d'acheter ou de vendre des instruments financiers dans le cadre de mandats de gestion de portefeuille discrétionnaires ou qui concluent des transactions de prêts de titres avec des Clients (la liste des instruments financiers couverts par MiFID figure à l'**Annexe 1**). Les ordres de Clients et les décisions d'achat/de vente sont dénommés ci-après les « **Ordres** ».
- c) En vertu de MiFID, les entreprises d'investissement doivent prendre toutes les mesures suffisantes pour obtenir, lors de l'exécution des Ordres, le meilleur résultat possible pour leurs Clients compte tenu du prix, du coût, de la rapidité et de la probabilité de l'exécution et du règlement, de la taille, de la nature de l'Ordre ou de toute autre considération relative à l'exécution des Ordres (les « **Facteurs d'exécution** »). L'obligation de meilleure exécution s'applique aux Clients privés comme aux Clients professionnels.
- d) La Banque a établi et mis en œuvre une instruction (la « **Politique de meilleure exécution** »), qui lui permet de prendre toutes les mesures suffisantes pour obtenir le meilleur résultat possible pour ses Clients en tenant compte des Facteurs d'exécution. Un résumé de la Politique de meilleure exécution est fourni dans la présente section de la Brochure d'information client, qui constitue une partie intégrante de la convention d'ouverture de compte entre la Banque et le Client. En tant que condition préalable à l'ouverture d'un compte auprès de la Banque, le Client reconnaît et approuve la Politique de meilleure exécution. En outre, le Client sera réputé avoir donné son consentement pour chaque Ordre placé auprès de la Banque.

4.2

Politique de meilleure exécution

- a) En matière de meilleure exécution, la Banque a mis en œuvre des dispositions de meilleure exécution qui décrivent les principes, devoirs et responsabilités qui s'appliquent lorsqu'elle reçoit, transmet ou exécute des Ordres. La Banque prend toutes les mesures suffisantes pour obtenir régulièrement, sans que cela s'applique à chaque Ordre en particulier, le meilleur résultat possible lorsqu'elle reçoit, transmet ou exécute des Ordres.
- b) Pour obtenir le meilleur résultat possible pour ses Clients, la Banque utilise soit un **Intermédiaire** lorsqu'elle reçoit ou transmet des Ordres (voir les **sous-sections 4.3 et 4.5**), soit exécute elle-même les Ordres directement sur une Plateforme

d'exécution (voir les sous-sections **4.3 et 4.6**). Veuillez consulter le glossaire à la **sous-section 4.11** pour connaître la définition de « **Plateforme** d'exécution ».

- c) La Banque contrôle régulièrement la qualité d'exécution, les politiques et pratiques de meilleure exécution des Intermédiaires et des Plateformes d'exécution. Entre autres, ce contrôle est effectué en comparant la qualité d'exécution obtenue par les Intermédiaires et les Plateformes d'exécution sélectionnés avec les références de marché spécifiques à une classe d'actifs donnée. En cas de sous-performance continue d'un Intermédiaire, la Banque, en fonction d'une analyse coûts-bénéfices, modifiera les accords existants, p. ex. en remplaçant l'Intermédiaire en question par un(e) autre Intermédiaire ou Plateforme d'exécution (pour plus de détails, voir aux **sous-sections 4.5 et 4,7**).
- d) La Banque revoit sa Politique de meilleure exécution au moins chaque année ou en cas de changement important affectant sa capacité à continuer d'obtenir le meilleur résultat possible pour ses Clients. Par changement important, on entend les événements significatifs susceptibles d'avoir un impact sur les facteurs d'exécution, en particulier le Prix total, ou encore notamment :
- des modifications du cadre réglementaire en vigueur,
 - un changement significatif dans la structure organisationnelle de la Banque qui pourrait avoir un impact sur sa capacité à obtenir avec régularité le meilleur résultat possible pour ses Clients,
 - des processus de contrôle de la Banque en matière de meilleure exécution qui montrent une incapacité à obtenir avec régularité le meilleur résultat possible pour les Clients.

La version la plus récente de la Politique de meilleure exécution est publiée sur le site Internet de la Banque:

<https://www.credit-suisse.com/lu/fr/private-banking/best-execution.html>

- e) La Banque a mis en place des procédures qui permettent de démontrer aux Clients, à leur demande, que leurs Ordres ont été exécutés conformément à la Politique de meilleure exécution de la Banque ou conformément à une/des Instruction(s) spécifique(s) du Client (voir définition à la **sous-section 4.8**).

4.3

Rôles de la Banque lors de la transmission ou de l'exécution des ordres

- a) Selon l'instrument financier concerné, la Banque exécute les Ordres elle-même ou les transmet à des Intermédiaires pour exécution (dont à des Entités du GROUPE).
- b) Si la Banque a directement accès à une Plateforme d'exécution, en fonction de l'instrument financier, elle peut exécuter les Ordres elle-même sur une Plateforme d'exécution.
- c) Même lorsque la Banque a directement accès à une Plateforme d'exécution, elle peut, selon l'instrument financier concerné, décider de transmettre l'Ordre à un Intermédiaire pour son exécution.
- d) Si la Banque n'a pas directement accès à une Plateforme d'exécution, elle transmet les Ordres à un Intermédiaire, qui, à son tour, exécute lesdits Ordres en son nom propre sur une Plateforme d'exécution.
- e) En cas de recours à un Intermédiaire, la responsabilité première de la Banque consiste à choisir et à surveiller l'Intermédiaire comme il convient.

- f) Lorsque la Banque exécute les Ordres elle-même, sa responsabilité première consiste à sélectionner la Plateforme d'exécution.
- g) Quel que soit le rôle exercé par la Banque, elle doit prendre toutes les mesures suffisantes pour obtenir avec régularité le meilleur résultat possible lorsqu'elle choisit un Intermédiaire ou une Plateforme d'exécution pour l'exécution des Ordres des Clients.

4.4

Facteurs d'exécution et critères d'exécution des Ordres

- a) Afin de satisfaire à ses obligations de meilleure exécution, la Banque prend toutes les mesures suffisantes pour obtenir, lors de l'exécution des Ordres, le meilleur résultat possible pour ses Clients. À cet effet, la Banque prend en considération les **Facteurs d'exécution suivants**:

- Prix des instruments financiers ;
- Coûts liés à l'exécution de l'Ordre concerné ;
- Rapidité d'exécution ;
- Probabilité de l'exécution ;
- Rapidité du règlement ;
- Probabilité du règlement ;
- Taille de l'Ordre ;
- Nature de l'Ordre ;
- Toute autre considération relative à l'exécution de l'Ordre.

- b) Pour déterminer l'importance relative des Facteurs d'exécution susmentionnés, la Banque tient également compte des caractéristiques de l'Ordre ou du Client, de l'instrument financier qui fait l'objet de cet Ordre et de l'Intermédiaire ou de la/des Plateforme(s) d'exécution au(x)quel(s) cet Ordre pourrait être adressé.
- c) Pour les Clients privés, MiFID impose que le meilleur résultat possible soit principalement défini en termes de **Prix total**. Le Prix total se compose du prix d'exécution de l'instrument financier et de tous les coûts directement liés à son exécution. Le coût d'une transaction inclut le courtage, les commissions de clearing et de change ainsi que les frais de règlement et les autres frais de tiers.

La Banque a déterminé que le meilleur résultat pour ses Clients, en termes de Prix total, était généralement obtenu sur les Plateformes d'exécution qui, pour un produit financier donné, présentent à la fois une liquidité maximale et un écart minimal entre le cours acheteur et le cours vendeur.

D'autres Facteurs d'exécution tels que la rapidité et la probabilité du règlement, le volume et la nature de l'ordre ou tout autre aspect concernant l'exécution sont pris en compte uniquement dans la mesure où ils contribuent de manière déterminante à réaliser le meilleur résultat possible en termes de Prix total.

Bien que la Banque prenne toutes les mesures suffisantes pour obtenir le meilleur résultat possible pour le Client dans les circonstances données en tenant compte des facteurs d'exécution susmentionnés, la Banque ne peut pas garantir que le prix obtenu sera toujours le meilleur cours disponible sur le marché à ce moment donné, notamment au vu des conditions de marché, de la liquidité du marché, des écarts de cours ou d'autres circonstances.

- d) Même si MiFID permet de déterminer le meilleur résultat possible différemment pour les Clients professionnels et les Clients privés, la Banque a choisi d'appliquer le Prix total en tant qu'élément déterminant du meilleur résultat possible également aux

Clients professionnels. Si la Banque devait introduire une importance relative différente quant aux Facteurs d'exécution pour déterminer le meilleur résultat possible pour les Clients professionnels, ces derniers en seraient informés en conséquence.

- e) Le fait que des Entités du GROUPE soient utilisées en tant qu'Intermédiaires n'entraîne pas de coûts de transaction plus importants pour le Client que si la Banque utilisait des intermédiaires tiers.

4.5

Réception et transmission des Ordres

- a) Le choix des Intermédiaires peut avoir une incidence sur le prix et les coûts de l'exécution, et donc sur le Prix total. Par conséquent, le Facteur d'exécution « Prix total » constitue un critère important dans le processus de sélection de l'Intermédiaire.
- b) La Banque ne choisit que des Intermédiaires combinant des normes exigeantes de qualité de services à la mise en place de dispositifs de meilleure exécution efficaces en vue d'obtenir régulièrement la meilleure exécution possible. Les critères spécifiques suivants sont utilisés lors de la sélection par ordre décroissant d'importance:
- Accès aux Plateformes d'exécution adéquates ou aux autres Intermédiaires pertinents ;
 - Capacité à fournir le meilleur résultat possible avec régularité et à contrôler l'exécution au mieux, en se focalisant sur le Prix total ;
 - Fiabilité des processus d'exécution et de règlement ;
 - Technologie, infrastructure et services de support.
- c) Des informations complémentaires, notamment sur les classes d'actifs pour lesquelles la Banque utilise des Intermédiaires, figurent dans la Politique de meilleure exécution.

4.6

Exécution des ordres

Si la Banque accède directement à une Plateforme d'exécution, le choix de la Plateforme d'exécution peut avoir une incidence directe sur le prix et les coûts d'exécution et, par conséquent, sur le Prix total.

La Banque choisit les Plateformes d'exécution sur la base des critères spécifiques suivants:

- Liquidité et prix ;
- Risque de crédit et de règlement ;
- Modèles opérationnels et infrastructure (technique) ;
- Vitesse d'accès, immédiateté et probabilité de l'exécution ;
- Coûts de la Plateforme d'exécution.

Des informations complémentaires, notamment sur les classes d'actifs pour lesquelles la Banque a un accès direct à des Plateformes d'exécution, figurent dans la Politique de meilleure exécution.

4.7

Rapport sur les cinq principaux intermédiaires/plateformes d'exécution et Rapport sur la qualité d'exécution

- a) Pour fournir des informations éclairantes et détaillées sur les résultats et la qualité de l'exécution, la Banque publie chaque année un « Rapport sur les cinq principales plateformes d'exécution et les cinq principaux courtiers » (ci-après le « Rapport Top 5 »), en termes de volume d'exécution. En outre, des informations sur la qualité d'exécution obtenue sont fournies tous les ans dans le « Rapport sur la qualité d'exécution ». Les deux rapports sont disponibles sur le site Internet de la Banque: <https://www.credit-suisse.com/lu/fr/private-banking/best-execution.html>
- b) La liste des principales Plateformes d'exécution par catégorie d'Instrument financier utilisées par la Banque ainsi que des principaux Intermédiaires par catégorie d'Instrument financier utilisés par la Banque figure dans le « Rapport Top 5 », publié tous les ans sur le site Internet de la Banque. Le lien vers le Rapport Top 5 ainsi que tout changement ou ajout aux listes ci-dessus mentionnées intervenant au cours de l'année calendaire faisant suite à celle couverte par le dernier Rapport Top 5 peuvent être trouvés dans la dernière version de la Politique de meilleure exécution qui est disponible sur le site Internet de la Banque à l'adresse suivante : <https://www.credit-suisse.com/lu/fr/private-banking/best-execution.html>
- c) Dans le Rapport Top 5, les informations sont fournies par classe d'actifs dans des sections distinctes pour les Clients privés et les Clients professionnels. Le Rapport Top 5 et le Rapport sur la qualité d'exécution sont mis à disposition sur le site Internet de la Banque au plus tard à la fin du mois d'avril de chaque année, pour l'année civile précédente.

4.8

Instructions spécifiques du Client

- a) Lorsque l'Ordre du Client contient une/des **instruction(s) spécifique(s)**, que ce soit en ce qui concerne la Plateforme d'exécution ou le type d'Ordre, la Banque traitera, dans la mesure du possible, l'Ordre conformément à cette/ces instruction(s) spécifique(s). Pour tous les autres éléments de l'Ordre non spécifiés par le Client, la Banque suivra sa Politique de meilleure exécution.

Le Client doit noter que le placement d'Ordres avec des instructions spécifiques peut empêcher la Banque de prendre les mesures qu'elle a définies et mises en œuvre dans sa Politique de meilleure exécution en vue d'obtenir le meilleur résultat possible pour l'exécution des Ordres en ce qui concerne les aspects couverts par ces instructions spécifiques, et donc aboutir à un résultat d'exécution global moins satisfaisant que celui qui aurait été obtenu en l'absence de telles instructions spécifiques.

- b) En l'absence d'instructions spécifiques, la Banque exécutera les Ordres conformément à sa Politique de meilleure exécution.
- c) Les types d'Ordres standard suivants ne sont pas considérés comme des instructions spécifiques :
- Ordres de marché ;
 - Ordres à cours limité ;
 - Ordres stop-loss (Ordres stop-loss de limite et Ordres stop-loss de marché).

Consentement explicite du Client pour les transactions en dehors d'une Plateforme de négociation

La Politique de meilleure exécution de la Banque prévoit la possibilité que les Ordres puissent être exécutés en dehors d'une Plateforme de négociation. En effet, la Banque ou l'Intermédiaire sélectionné peut décider, pour tout Ordre, que le meilleur résultat possible peut être obtenu en dehors de cette Plateforme de négociation. Le Client doit être conscient du fait qu'un risque dit de contrepartie peut survenir si un Ordre est exécuté en dehors d'une Plateforme de négociation. Le risque de contrepartie désigne un événement où la contrepartie d'une transaction n'honore pas ses obligations résultant de cette transaction, p. ex. en ne réglant pas les instruments financiers livrés.

Sur demande, le Client recevra des informations supplémentaires sur les conséquences de ce mode d'exécution.

Pour exécuter des Ordres en dehors d'une Plateforme de négociation, la Banque doit avoir préalablement obtenu le consentement exprès du Client. Le Client doit prendre note du fait que la Banque ne sera pas en mesure d'exécuter des Ordres en dehors d'une Plateforme de négociation tant qu'elle n'a pas obtenu le consentement du Client.

Traitement des Ordres par la Banque

- a) La Banque a mis en place des procédures et des dispositifs garantissant l'exécution rapide et équitable des Ordres par rapport à d'autres ordres ou intérêts de négociation de la Banque.
- b) La Banque exécute les Ordres rapidement et équitablement. Le Client est informé dès que possible de toute difficulté conséquente relative à la bonne exécution de son Ordre.
- c) Les Ordres comparables sont exécutés dans l'ordre chronologique de réception, à moins que les caractéristiques de l'Ordre ou les conditions prévalant sur le marché ne le permettent pas.
- d) La Banque peut regrouper des Ordres individuels liés à un Client spécifique avec les Ordres d'autres Clients uniquement dans le cadre d'un mandat de gestion de portefeuille discrétionnaire et/ou d'une introduction en bourse (IPO). Un tel regroupement n'est effectué que lorsque, de manière générale et selon toute probabilité, il ne tournera pas au désavantage de l'un ou l'autre des Clients dont l'ordre doit être regroupé. Toutefois, dans le contexte d'un Ordre particulier, de tels inconvénients pour un Client ne peuvent pas être exclus. En cas d'exécution partielle d'un ordre groupé (p. ex. en raison d'un manque de liquidité du marché), la Banque attribuera au prorata les transactions concernées aux Clients dont les ordres ont été regroupés, sauf si cette attribution au prorata est impossible en raison d'exigences de montant nominal minimum d'exécution définies par l'émetteur. Dans ce dernier cas, la Banque attribuera les transactions correspondantes au prorata aux Clients dont les Ordres répondent à ces exigences de montant nominal minimum d'exécution.

Écart entre cours acheteur et cours vendeur (« bid/ask »)

Le cours acheteur (« bid ») correspond à l'offre faite par un investisseur ou un opérateur de marché pour l'achat d'un titre. Le cours acheteur stipule à la fois le prix auquel l'acheteur est disposé à acheter le titre et la quantité à acheter. Le cours vendeur (« ask ») est le contraire du cours acheteur, soit le prix auquel un vendeur est disposé à vendre un titre. Les termes « bid » et « ask » sont utilisés sur la plupart des marchés financiers qui couvrent les actions, les obligations, les devises et les instruments dérivés.

L'écart correspond à la différence entre le prix demandé et le prix offert. Par exemple, si le cours acheteur est à 20 dollars et le cours vendeur à 21 dollars, l'écart entre les cours vendeur et acheteur est de 1 dollar.

Intermédiaire

Une société à laquelle la Banque transmet des Ordres pour exécution et qui soit exécute l'Ordre reçu par la Banque sur une Plateforme d'exécution, soit transmet l'Ordre reçu de la Banque à un autre Intermédiaire pour exécution.

Internalisateur systématique

Une entreprise d'investissement qui, de façon organisée, fréquente, systématique et substantielle, négocie pour compte propre en exécutant les Ordres de Clients en dehors d'un marché réglementé, d'un MTF ou d'un OTF sans gérer un système multilatéral.

Liquidité/fournisseur de liquidité

Mesure suivant laquelle un actif ou un titre peut être acheté ou vendu sur le marché sans que son prix n'en soit affecté. La liquidité est caractérisée par une intense activité de négociation. Un fournisseur de liquidité détient une assez grande position dans un titre donné ou facilite les transactions sur le titre. Dans l'idéal, le fournisseur de liquidité contribue à une meilleure stabilité des prix et vend des titres non seulement aux investisseurs de détail, mais aussi aux investisseurs institutionnels.

Marché réglementé

Un système multilatéral exploité et/ou géré par un opérateur de marché et qui assure ou facilite la rencontre, en son sein même et selon ses règles non discrétionnaires, de multiples intérêts acheteurs et vendeurs exprimés par des tiers pour des instruments financiers, de manière à conclure des contrats portant sur les instruments financiers admis à la négociation dans le cadre de ses règles et/ou de ses systèmes, et qui est agréé et fonctionne régulièrement conformément aux dispositions du titre III de MiFID.

Plateforme d'exécution

Un marché réglementé, un système multilatéral de négociation, un système organisé de négociation, un internalisateur systématique, un teneur de marché ou un autre fournisseur de liquidité, ou encore une entité qui s'acquitte de tâches similaires dans un pays tiers.

Plateforme de négociation

Un marché réglementé, un système multilatéral de négociation ou un système organisé de négociation.

Système multilatéral de négociation (multilateral trading facility, MTF)

Un système multilatéral exploité par une entreprise d'investissement ou un opérateur de marché qui assure la rencontre, en son sein même et selon des règles non discrétionnaires, de multiples intérêts acheteurs et vendeurs exprimés par des tiers pour des instruments financiers, de manière à conclure des contrats conformément au titre II de MiFID.

Système organisé de négociation (organized trading facility, OTF)

Une infrastructure multilatérale qui n'est pas un marché réglementé ni un système multilatéral de négociation et dans laquelle de multiples intérêts acheteurs ou vendeurs exprimés par des tiers pour des obligations, des produits financiers structurés, des quotas d'émissions ou des produits dérivés peuvent interagir dans le système d'une manière qui aboutisse à un contrat conformément au titre II de MiFID.

Teneur de marché

Entité ou personne constamment présente sur les marchés financiers et disposée à effectuer des transactions pour compte propre en achetant et en vendant des instruments financiers avec son propre capital, à des prix qu'elle a elle-même fixés.

5. Protection des avoirs déposés par les Clients

5.1

Instruments financiers

Les instruments financiers détenus sur un compte titres du Client auprès de la Banque doivent être dûment séparés des instruments financiers appartenant à la Banque et de ceux des autres Clients de la Banque.

Conformément aux CG de la Banque, celle-ci dispose d'un droit de gage sur ces instruments financiers qui garantit ses créances actuelles et futures à l'encontre du Client résultant de la relation d'affaires, ainsi que d'un droit de compensation qui permet à la Banque, dans les limites autorisées par la loi, de compenser les engagements du Client vis-à-vis de la Banque avec les instruments financiers détenus sur le compte titres du Client.

De manière générale, la Banque est tenue de déposer les instruments financiers en son propre nom auprès d'un dépositaire professionnel d'instruments financiers ou d'une chambre de compensation (le « **Dépositaire** »). En principe, les accords de conservation conclus entre la Banque et le Dépositaire sont régis par la législation du pays dans lequel le Dépositaire est situé.

Conformément aux exigences légales, la Banque maintiendra des comptes séparés avec ses Dépositaires : un compte pour tous les instruments financiers de ses Clients et un compte pour ses propres instruments financiers. Dans certains pays non membres de l'Union européenne (l'« **UE** »), il peut arriver que la séparation entre les instruments financiers du Client et ceux de la Banque soit impossible pour des raisons juridiques ou pratiques.

La liste des Dépositaires concernés sera fournie au Client sur demande.

Au cas où la Banque viendrait à se trouver en situation de cessation de paiement, la loi prévoit que les instruments financiers déposés par les Clients auprès de la Banque soient protégés et qu'ils ne soient pas inclus dans les actifs de la Banque. Cependant, la procédure d'insolvabilité peut retarder le transfert des instruments financiers au profit du Client.

Si, dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité de ce type, des instruments financiers adéquats ne sont pas disponibles pour un instrument financier spécifique, les Clients dont le portefeuille contient cet instrument financier supporteront les pertes de façon proportionnelle, à moins que la perte puisse être couverte par des instruments financiers du même type appartenant à la Banque.

En outre, dans ce cas, le mécanisme de protection du système d'indemnisation des investisseurs conforme à la législation du Luxembourg entrera en vigueur. La section 5.3 contient des informations plus détaillées à ce sujet.

Si un Dépositaire est soumis à une procédure d'insolvabilité, la loi dans de nombreux pays prévoit également que les instruments financiers déposés auprès du Dépositaire par la Banque soient en principe protégés et ne soient pas inclus dans la masse de

l'insolvabilité, nonobstant les retards de transfert mentionnés ci-dessus et le risque d'un nombre inadéquat d'instruments financiers disponibles.

Dans un nombre limité de pays hors de l'UE, il peut néanmoins se produire que les instruments financiers déposés auprès du Dépositaire soient inclus dans la procédure d'insolvabilité et que le déposant n'ait pas de droit spécial à restitution. Si les instruments financiers sont conservés auprès d'un « prime broker », notamment (mais pas exclusivement) dans le cadre de transactions sur « hedge funds », ce risque peut également exister indépendamment du lieu du siège social du « prime broker » en question.

Dans les cas décrits au paragraphe précédent, ou lorsque la Banque, pour quelque raison que ce soit, n'obtient restitution que d'un certain nombre d'instruments financiers dans une catégorie particulière, nombre insuffisant pour répondre aux créances des Clients eu égard à ces instruments financiers, ces Clients supporteront la perte au prorata du nombre d'instruments financiers dans cette catégorie que chacun d'entre eux a déposé.

Dans certains pays, certains ou tous les Dépositaires ont un droit de sûreté, un droit de gage ou un droit de compensation sur les instruments financiers déposés chez eux, ou ils peuvent profiter de conditions de dépôt qui permettent la division de la perte en cas de défaut de leur propre Dépositaire. Cela peut conduire à des situations dans lesquelles la Banque ne peut obtenir la restitution d'instruments financiers en nombre suffisant pour couvrir les créances de ses Clients. La règle stipulée au paragraphe précédent, en vertu de laquelle la perte doit être prise en charge au prorata, s'applique dans ce cas.

5.2

Fonds

Tous les fonds, quelle que soit leur monnaie, que le Client dépose auprès de la Banque, sont transférés dans les actifs de celle-ci. Dans le cas où la Banque est soumise à une procédure d'insolvabilité, il existe un risque que les Clients perdent une partie ou la totalité de leur fonds en dépôt, qui (contrairement aux instruments financiers) sont inclus dans la procédure d'insolvabilité. Dans ce cas, le mécanisme de protection du système de garantie des dépôts conforme à la législation luxembourgeoise entrera en vigueur. La section 5.3 contient des informations plus détaillées à ce sujet.

5.3

Systemes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs au Luxembourg

La Banque est adhérente au système de garantie des dépôts du Luxembourg : le Fonds de garantie des dépôts Luxembourg (le « FGDL »).

En cas d'insolvabilité, les versements en espèces des déposants sont protégés par une garantie de remboursement plafonnée à EUR 100 000 (garantie des dépôts). Il est tenu compte des engagements du Client vis-à-vis de la Banque dans le cadre du calcul du montant remboursable au titre du système de garantie des dépôts dans la mesure où une compensation est possible en vertu des dispositions légales et des stipulations contractuelles applicables à la relation d'affaire entre le Client et la Banque. Le fonds de garantie des dépôts couvre les personnes physiques et morales. **L'Annexe 2**, « Modèle d'information à destination du déposant », jointe à la présente Brochure d'information client contient de plus amples informations sur la garantie des dépôts, les exclusions

applicables et les cas dans lesquels un plafond plus élevé peut être appliqué de manière temporaire. L'information est également disponible sur le site Internet du système de garantie des dépôts dont l'adresse figure à l'**Annexe 2**.

En outre, le Système d'indemnisation des investisseurs Luxembourg (le « **SIIIL** ») protège les investisseurs en garantissant le remboursement de leurs créances résultant d'opérations d'investissement, jusqu'à concurrence de EUR 20 000 (indemnisation des investisseurs), si la Banque se trouve dans l'incapacité de rembourser aux investisseurs les fonds leur étant dus ou leur appartenant et détenus pour leur compte par la Banque dans le cadre d'opérations d'investissement, ou si la Banque se trouve dans l'incapacité de restituer aux Clients des instruments financiers leur appartenant et détenus, administrés ou gérés pour leur compte par la Banque. Les Clients restant propriétaires des instruments financiers détenus pour leur compte par la Banque, ces instruments financiers ne seront pas intégrés dans les avoirs de la Banque et peuvent être ainsi réclamés directement par les Clients.

L'indemnisation des investisseurs couvre les personnes physiques et les sociétés régies par le droit luxembourgeois ou par la législation d'un autre État membre de l'UE dont la taille est telle qu'elles sont autorisées à établir un bilan abrégé conformément à la loi applicable au Luxembourg, ainsi que celles de taille comparable régies par la législation d'un autre État membre de l'UE.

Aucune créance ne peut faire l'objet d'une double indemnisation en vertu du FGDL et du SIIIL.

Des informations supplémentaires vous seront fournies sur demande.

6. Informations sur les frais

6.1

Informations générales

Les informations sur les coûts et les frais liés aux services d'investissement de la Banque sont recensés dans le Tableau des frais et commissions de la Banque, tel que modifié par la Banque à tout moment. Le Tableau des frais et commissions est également disponible à l'adresse Internet suivante : <https://www.credit-suisse.com/lu/fr/private-banking/general-information.html>

Le cas échéant, les Clients recevront au préalable des rapports sur les coûts et frais liés à leurs positions et transactions en instruments financiers et aux services d'investissement et auxiliaires (estimation des coûts et frais) ainsi que sous forme agrégée a posteriori (rapport annuel des coûts et frais). Sur demande, la Banque fournira une liste plus détaillée des coûts et des frais (Rapport présentant une ventilation par poste des coûts et frais).

Les Avantages reçus et conservés font partie du montant total des coûts et frais présentés dans les rapports des coûts et frais correspondants.

Les informations sur les coûts et frais permettent également au Client de comprendre leurs effets sur le rendement de l'investissement. Les coûts et frais peuvent réduire le rendement des placements.

6.2

Informations préalables (« ex ante ») sur les frais

Les explications suivantes s'appliquent aux informations sur les coûts et les frais fournies le cas échéant au préalable (estimation des coûts et frais).

Un Client privé reçoit de la Banque des informations « ex ante » sur les coûts et frais avant la conclusion d'une transaction dans des instruments financiers lorsque le Client privé a fourni une instruction correspondante à la Banque sans avoir été conseillé par la Banque concernant cette transaction, et également avant de prendre une décision d'investissement suite à un conseil en investissement fourni par la Banque ou avant de conclure un mandat de gestion discrétionnaire.

Sauf accord contraire, un Client professionnel reçoit de la Banque des informations « ex ante » sur les coûts et les frais avant de prendre une décision d'investissement consécutive à un conseil en investissement fourni par la Banque ou avant la conclusion d'un mandat de gestion discrétionnaire.

Pour le calcul et la communication des coûts et frais, la Banque utilise les données disponibles à cette date ou plus tôt. Les données en temps réel peuvent différer de l'évaluation contenue dans les informations préalables sur les coûts et les frais.

Il est possible que des frais supplémentaires soient inclus dans le prix facturé pour le service ou le produit financier, p. ex. le spread (différence entre le cours acheteur et vendeur). Les frais d'entrée ne sont facturés qu'une seule fois.

Les autres coûts et frais, qui s'appliquent indépendamment de tout conseil en investissement ou mandat de gestion discrétionnaire, p. ex. les frais d'administration et

les autres frais en relation avec la tenue de compte(s) titre(s), ne sont pas communiqués séparément, même partiellement, et figurent dans le Tableau des frais et commissions de la Banque.

Il est possible que les informations préalables sur les coûts et les frais soient calculées sur la base d'un montant d'investissement de référence et ne tiennent pas compte de circonstances exceptionnelles (p. ex. exercice de droits de souscription). Dans de telles circonstances, le montant effectif de capital investi peut différer de l'évaluation, ce qui signifie que les coûts et les frais réels peuvent également différer.

En outre, des informations sur les frais sont fournies dans le KID (document d'informations clés) correspondant s'il en existe un.

Le KID présente au Client les coûts des instruments financiers inclus dans les coûts globaux. Les coûts non présentés dans le KID sont les frais liés au service qui sont communiqués dans l'estimation des coûts et frais.

6.3

Informations a posteriori (« ex post ») sur les frais

Le Client recevra des informations a posteriori (rapport annuel des coûts et frais) sur les coûts et frais effectifs qui ont été facturés sur une année.

Le calcul des pourcentages contenus dans ce rapport est basé sur le capital moyen investi au cours de la période sous revue. Dans certaines circonstances, il est possible que des valeurs estimées soient communiquées (p. ex. si le calcul est basé sur des valeurs mensuelles).

D'autres frais tels que les frais d'administration et d'autres frais liés à la tenue de(s) compte(s) titre(s), peuvent être agrégés dans le montant total des coûts et des frais et ne sont pas présentés séparément.

La Banque établit le rapport sur la base des données à la date d'arrêté correspondante et ne met pas à jour les chiffres du rapport après cette date d'arrêté.

Si des changements interviennent dans la monnaie de référence au cours de la période sous revue, les coûts et frais consécutifs seront calculés et communiqués sur la base de la dernière monnaie de référence disponible pour la période sous revue.

7. Valorisation et rapports aux Clients

7.1

Valorisation

La Banque valorise les instruments financiers dans les portefeuilles des Clients tous les jours à chaque **Jour ouvrable bancaire** (tel que défini dans les CG). Cette valorisation se base sur les cours de clôture du principal marché correspondant, généralement fournis par des fournisseurs de données fiables tels que SIX Financial Information AG, Zurich (actions, obligations, warrants, options, certificats), ou sur les valeurs nettes d'inventaire officielles (p. ex. véhicules de placement alternatifs), si elles sont disponibles. Si aucun cours de clôture n'existe, les instruments financiers sont valorisés sur la base des valeurs de marché historiques sur une période spécifique ; la période qui s'applique varie en fonction de l'instrument financier ; les valeurs les plus anciennes peuvent ne pas être prises en compte. Un cours différent est communiqué séparément.

Des valorisations spécifiques s'appliquent dans les cas suivants :

- Les contrats à termes sont valorisés quotidiennement aux cours de clôture respectifs du Jour ouvrable bancaire précédent. Sur cette base, la variation de marge, c'est-à-dire le gain ou la perte non réalisé(e) de chaque Client est recalculée quotidiennement et portée au crédit ou au débit selon le cas du compte d'appel de marge individuel.
- Les instruments financiers illiquides sont généralement présentés dans le portefeuille à leur prix de rachat

Lorsque des dépôts en monnaie étrangère sont détenus dans le portefeuille du Client, les taux de change sont libellés dans la monnaie de référence convenue avec le Client. Le taux de change du Jour ouvrable bancaire précédent est appliqué.

Au cas où le Relevé de placements (tel que précisé dans la section 7.2.2 ci-dessous) contiendrait des informations de valorisation différant légèrement de celles fournies dans la présente Brochure d'information client, les informations contenues dans le Relevé de placements prévalent et doivent être prises en compte.

Veuillez également vous référer à la section suivante « Rapports aux Clients » pour plus de détails.

7.2

Rapports aux Clients

Par le biais de rapports réguliers, la Banque offre au Client un aperçu transparent de ses actifs et fonds auprès de la Banque ainsi que des informations détaillées sur les transactions réalisées. La section « Informations sur les frais » fournit des explications sur le rapport relatif aux coûts et frais.

Une partie des informations et chiffres inclus dans les rapports est fournie par des tiers. Bien que ces sources soient considérées comme fiables, la Banque décline toute responsabilité concernant la qualité, l'exactitude ou l'exhaustivité de ces informations et chiffres.

7.2.1

Confirmation de transaction

Sauf convention contraire, le Client reçoit une confirmation d'opération pour la réalisation de chaque transaction sur instrument financier. La confirmation de transaction contient également des informations sur les frais de la transaction. De plus amples détails sur les frais des transactions peuvent être consultés dans le rapport annuel des coûts et frais.

7.2.2

Relevé de portefeuille périodique/Rapport périodique de gestion de portefeuille

Les Clients qui détiennent des instruments financiers et/ou des fonds ou dont le portefeuille est géré par la Banque recevront régulièrement des relevés de portefeuille (incluant les liquidités) ou d'instruments financiers. Les **relevés de portefeuille** et les **rapports de gestion de portefeuille** (collectivement le « **Relevé de placements** ») seront fournis trimestriellement ou, concernant le rapport de gestion de portefeuille, si l'accord entre la Banque et le Client autorise un portefeuille utilisant un effet de levier, mensuellement (la « **Période sous revue** »). Si le Client souhaite recevoir les relevés de portefeuille plus fréquemment, il peut contacter son conseiller clientèle, qui informera le Client des frais éventuellement applicables pour ce service.

7.2.3

Rapport d'adéquation

La section 1.3.3 contient des informations sur le rapport d'adéquation.

7.2.4

Rapport sur les seuils de perte

Les Clients auxquels la Banque fournit des services de gestion de portefeuille sont informés dès que la valeur de leur portefeuille diminue de 10 % ou d'un multiple de 10 % (le « **Rapport sur les seuils de perte** ») par rapport au dernier rapport périodique de gestion de portefeuille.

En outre, les Clients privés qui ne bénéficient pas de services de gestion de portefeuille de la part de la Banque reçoivent également un rapport sur les seuils de perte dès que la valeur de leur portefeuille subit une perte de 10 % ou d'un multiple de 10 % par rapport au dernier relevé de portefeuille trimestriel.

Cela signifie qu'aux fins de ce rapport sur les seuils de perte et du calcul de la performance correspondante, la valeur actuelle du portefeuille est comparée à la valeur indiquée dans le dernier relevé de portefeuille trimestriel/rapport trimestriel de gestion de portefeuille du Client.

La performance est calculée chaque jour (Jours ouvrables bancaires seulement) et communiquée, le cas échéant, le Jour ouvrable bancaire suivant.

La Banque informera le Client d'une dépréciation de valeur de 10 % (ou d'un multiple de 10 %) le Jour ouvrable bancaire où la perte a été constatée sur la base des données disponibles après rapprochement, conformément aux exigences légales et réglementaires.

Comme généralement mentionné ci-dessus, la Banque s'appuie dans certains cas sur des données fournies par des tiers pour les calculs. Bien que seules des sources fiables de données de marché soient utilisées, des erreurs ou des retards peuvent survenir. En cas d'erreurs ou de retards, la Banque peut ne pas être en mesure de fournir le rapport sur les seuils de perte à temps, ou pas du tout. La Banque ne peut pas assumer la

responsabilité des données fournies par des tiers. En cas d'erreur, il ne sera pas émis de nouveau rapport pour les corriger.

Si le seuil de perte est atteint plusieurs fois pendant la même période sous revue, le Client sera informé à la première baisse détectée, et par la suite uniquement si la baisse atteint un multiple de 10 %.

La communication aura lieu par le canal de communication convenu avec la Banque. Si les communications non électroniques sont privilégiées, la réception du rapport sur les seuils de perte peut être plus lente qu'avec un moyen de communication électronique. Le Client peut discuter du passage à la communication électronique avec son conseiller clientèle.

8. Réclamations de Clients

La Banque a pour objectif d'assurer la satisfaction totale du Client. Dans cette optique, la Banque a mis en place des procédures visant à garantir un traitement adéquat des réclamations de Clients.

Dans le cas où le Client ne serait pas entièrement satisfait du service fourni, la Banque souhaite en être informée au plus tôt par le Client et elle prendra, si possible, des mesures afin d'éviter que le problème se reproduise. En tout état de cause, la Banque vise à remédier dès que possible aux problèmes.

Le délai de traitement normal des réclamations est fixé à 10 Jours ouvrables bancaires, à moins qu'une période plus longue ne soit justifiée par la complexité de la demande et les recherches nécessaires. Par conséquent, une réponse sera apportée au Client dans le délai susmentionné. Si cela n'est pas possible, le Client en sera informé.

Comment déposer une réclamation

Pour déposer une réclamation auprès de la Banque, le Client peut contacter son conseiller clientèle ou interlocuteur quotidien habituel par téléphone, e-mail, fax ou courrier.

Le Client est encouragé à déposer une réclamation via Internet, car la réclamation sera automatiquement transmise à la Banque. Le lien est disponible sur le site Internet de la Banque : <https://www.credit-suisse.com/lu/fr/private-banking/become-a-client.html>

Le Client peut également envoyer une réclamation par écrit directement à la Banque :

CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A.
5, Rue Jean Monnet,
L-2180 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg
Tél. : +352 43 61 61 1

De plus amples informations sont disponibles à l'adresse suivante :
<https://www.credit-suisse.com/lu/fr/private-banking/become-a-client.html>

Le Client peut contacter la CSSF à tout moment dans le cadre de sa réclamation, et notamment s'il n'a pas obtenu de réponse dans le délai prévu ou si le Client et la Banque n'ont pas pu trouver un accord sur la résolution de la réclamation. Les coordonnées de contact de la CSSF sont :

Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF)
283, Route d'Arlon,
L-1150 Luxembourg,
Grand-Duché de Luxembourg
Tél. : +352 26 25 11

La procédure ainsi que toutes les informations afférentes sont disponibles sur le site Internet de la CSSF : <https://www.cssf.lu/fr/reclamations-clientele/>.
<https://reclamations.apps.cssf.lu>

9. Informations relatives à la protection des données

Nous souhaitons, au moyen des informations ci-après, vous donner un aperçu de la manière dont nous traitons Vos Données (telles que définies ci-dessous) ainsi que de Vos droits conformément aux lois et réglementations relatives à la protection des données (« **Informations relatives à la protection des données** »). Les détails sur le point de savoir quelles données seront traitées et quelles seront les méthodes employées dans ce cadre dépendent fortement des services demandés ou convenus.

« **Vous** » et « **Votre/Vos** », tels qu'utilisés dans le cadre des présentes informations, se rapportent à des personnes physiques (et/ou à des entités juridiques mais uniquement dans ce cas pour les besoins des questions relatives au secret professionnel/bancaire) :

- qui sont elles-mêmes nos Clients ; ou
- qui sont impliquées dans la relation d'affaires, le cas échéant, en tant que représentants autorisés, titulaires d'une procuration, ayants droit économiques, s'ils diffèrent du Client, toute personne physique exerçant un contrôle sur une entité (le contrôle étant généralement exercé par toute personne physique possédant en dernier recours une participation dans le capital d'une entité permettant d'en exercer le contrôle, « **Personne détenant le contrôle** ») et toute personne au profit de laquelle le Client détient un compte en tant qu'agent, « nommée » ou similaire (titulaire de compte aux fins de l'échange automatique de renseignements, « **Titulaire de compte EAR** »), (chacun étant une « **Personne concernée** ») ; ou
- avec lesquelles nous entrons en contact, ou au sujet desquelles nous obtenons des données à caractère personnel au cours habituel de nos transactions avec Vous, nos prestataires de services et nos autres contreparties commerciales ou les participants à nos transactions, ce qui peut inclure, sans s'y limiter, les collaborateurs, gérants, cadres, ayants droit économiques et autres personnels desdits Clients, prestataires de services, contreparties commerciales ou participants aux transactions, dans tous les cas en dehors du GROUPE (s'appliquant à Vous, « **Votre Organisation** »).

La « **Législation relative à la protection des données** » se rapporte à toutes les lois et/ou réglementations (y compris les directives et codes de conduite émis par des autorités de protection des données compétentes) qui s'appliquent au traitement de Vos données à caractère personnel par nos soins, et qui incluent, mais sans s'y limiter, le Règlement général de l'UE sur la protection des données (2016/679) (« RGPD ») et les législations nationales applicables des États membres de l'UE qui amendent et/ou complètent le RGPD.

9.1

Qui est responsable du traitement des données et comment pouvez-vous contacter cette personne ?

Le Responsable du traitement (ci-après « **nous** » ou la « **Banque** ») est :

CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A.
5, rue Jean Monnet
L-2180 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg
Tél. : +352 46 00 11-1

Fax : +352 46 32 70

Pour toute question ou demande concernant Vos Données à caractère personnel, Vous pouvez contacter soit :

CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A.
le représentant du Délégué à la Protection des Données
5, rue Jean Monnet
L-2180 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg
Tél. : +3520 46 00 11-1
E-mail : luxembourg.data-protection@credit-suisse.com

soit

CREDIT SUISSE SERVICES AG, LONDON BRANCH
Credit Suisse Group Data Protection Officer
One Cabot Square
Londres E14 4QJ
Grande-Bretagne
E-mail : data.protection@credit-suisse.com

(Ci-après le « Département de protection des données »)

9.2

Quelles sources et quelles données utilisons-nous ?

Données provenant de Vous :

Nous traitons des **Données à caractère personnel** (également qualifiées de « **Données** ») Vous concernant, telles que définies ci-dessous, que nous obtenons auprès de Vous dans le contexte de notre relation d'affaires avec Vous (le cas échéant). Nous faisons cela pour faciliter, permettre et/ou maintenir cette relation et/ou Vous fournir des services ou pour d'autres raisons spécifiées ci-dessous. En outre, en maintenant notre relation d'affaires avec Vous, des informations peuvent être collectées Vous concernant par d'autres moyens (p. ex. enregistrement d'appels téléphoniques, « **journalisation** » de communications par e-mail). Dans ces circonstances, l'accès aux informations ne se fait pas sur une base continue ou routinière.

Données provenant d'autres sources :

Nous traitons également des données à caractère personnel Vous concernant que nous obtenons de sources publiquement accessibles (p. ex. registres du commerce, presse, y compris presse commerciale ou payante, sites Internet publiquement accessibles, et autres sources d'information publiquement accessibles telles que les listes de sanctions ou les listes d'interdictions d'exercer) ou qui nous sont légitimement transmises par d'autres Entités du GROUPE ou d'autres tiers. Ceux-ci peuvent inclure des tiers non liés à Vous, tels que des fournisseurs de services de règlement-livraison, des dépositaires centraux, des bourses, des contreparties centrales de compensation et d'autres entités similaires, bases de données et fournisseurs de services tiers tels que conseillers professionnels, assureurs et sociétés de conseil en matière de risque.

Types de données à caractère personnel :

Les types de données à caractère personnel que nous traitons peuvent inclure, sans s'y limiter :

- les données d'identification Vous concernant (nom/dénomination sociale, date et lieu de naissance/date et lieu d'enregistrement, nationalité, sexe, adresse du domicile/siège)
- les coordonnées, y compris les numéros de téléphone privés et/ou professionnels, les adresses postales et e-mail
- les données d'identification telles que passeports, statuts et extraits de registre du commerce, numéros d'assurance de sécurité sociale ou nationale, permis de conduire, cartes d'identité, les données émanant du registre de la publicité foncière, identifiants de réseaux sociaux, identifiants de client (CIF, IBAN/BIC), identifiants de relation (p. ex. segment de clientèle et monnaie de compte), photographies
- les données d'authentification telles que spécimens de signature
- statut marital, nom du/de la conjoint(e), enfants (le cas échéant)
- statut fiscal (p. ex. identifiant fiscal)
- données relatives aux instructions (p. ex. données de paiement et informations de compte)
- données résultant de l'exécution de nos obligations contractuelles
- informations concernant Votre situation financière (p. ex. source de la fortune, revenus, prestations, informations sur les hypothèques, participations)
- vidéosurveillance et enregistrements téléphoniques/audio
- données relatives à d'éventuels crimes et délits (y compris extraits de casier judiciaire)
- données relatives à la désignation de Votre statut de personne politiquement exposée (PPE) et informations liées
- données de marketing et de vente (p. ex. documentation afférente à la relation clientèle)
- données relatives à Vos habitudes et préférences
- exigences/contraintes alimentaires et d'accessibilité (p. ex. pour l'organisation d'événements) données de Vos interactions avec nous, nos succursales, nos sites Internet, nos applications, nos pages sur les réseaux sociaux, nos réunions, appels, e-mails, chats, entretiens et conversations téléphoniques
- données de documentation (p. ex. notes de fichier ou procès-verbaux de réunion relatifs à une consultation, besoins des clients et utilisation des produits)
- données concernant Vos fonctions professionnelles et emplois actuels et passés ainsi que Votre formation (p. ex. titre professionnel, adhésion à des associations ou organismes professionnels, historique de carrière ou biographie, intitulé de poste, connaissances et expérience en matière d'investissement, qualifications et compétences)
- autres données similaires aux catégories générales susmentionnées

(les « **Données à caractère personnel** » ou les « **Données** »).

Le terme « **Traitement** » désigne toute opération ou tout ensemble d'opérations, effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés, et appliquées à des Données ou à des ensembles de Données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

9.3 **Pourquoi traitons-nous Vos Données à caractère personnel (finalité du traitement) et sur quelles bases légales ?**

Nous traitons les Données à caractère personnel conformément aux dispositions de la législation sur la protection des données en nous fondant sur les bases légales suivantes :

a) si le traitement des Données à caractère personnel est nécessaire à l'exécution d'obligations contractuelles

Nous pouvons traiter Vos Données à caractère personnel afin de **maintenir notre relation d'affaires avec Vous conformément à nos accords juridiques avec Vous**. Ce traitement peut être réalisé pour exécuter des obligations ou exercer des droits que nous pouvons avoir conformément à des accords juridiques conclus avec Vous, pour prendre les mesures requises afin de conclure un accord juridique avec Vous ou pour prendre d'autres mesures à Votre demande ou à celle de vos représentants avant de conclure un accord juridique avec Vous. Si Vous êtes notre Client(e), le niveau et la nature du traitement de Vos Données à caractère personnel que nous pouvons effectuer conformément au présent paragraphe dépendront probablement du produit ou service spécifique qui Vous est fourni (et peut inclure l'évaluation des besoins et d'autres évaluations en vue de Vous fournir des conseils et de l'assistance, ainsi que pour exécuter des transactions envisagées ou requises pour l'exécution dudit accord juridique).

Vous trouverez des informations complémentaires sur les finalités du traitement des Données dans les documents contractuels concernés et/ou dans les CG.

b) En raison d'obligations légales :

Nous sommes soumis à des **obligations légales et réglementaires** variées, ceci incluant sans s'y limiter les règles de conduite et de surveillance des banques applicables, la réglementation des marchés financiers, le respect de toute décision judiciaire, les réglementations relatives à la protection des investisseurs, les réglementations en matière de titres, les lois relatives au blanchiment d'argent, au financement du terrorisme, aux sanctions, et toutes les lois fiscales.

Les finalités du traitement peuvent inclure, sans s'y limiter :

- les vérifications d'identité, la détection et la prévention de la fraude, des crimes financiers et des abus de marché. Si une fraude est détectée, certains services peuvent être refusés
- l'exécution des obligations de contrôle et de déclaration découlant des réglementations financières applicables, y compris en matière de titres
- le respect d'exigences liées à nos agréments et autorisations réglementaires
- le respect des règles relatives à la protection des investisseurs ou à la conduite d'affaires (notamment la réalisation d'évaluations de l'adéquation et du caractère approprié)

- le respect des obligations réglementaires en matière de conservation des enregistrements
- le respect des obligations réglementaires en relation avec la mesure et la gestion des risques au sein du GROUPE.

c) Aux fins d'intérêts légitimes :

Nous pouvons traiter Vos Données à caractère personnel aux fins des **intérêts légitimes** poursuivis par la Banque, les Succursales de la Banque ou un tiers, par exemple aux fins suivantes :

- développement, déploiement et support de nos produits et services
- développement et approfondissement de nos affaires et relations commerciales, et maintien de la satisfaction de nos clients et autres parties prenantes
- protection de nos activités et de l'intégrité des marchés financiers
- évaluation, gestion et reporting efficaces et efficaces du risque
- sécurisation de nos systèmes, actifs, infrastructures et locaux
- exercice et défense de nos droits légaux et de notre position partout dans le monde
- respect des obligations légales et réglementaires et coopération avec les autorités et organismes de régulation, judiciaires et autres dans le monde entier
- support d'autres Entités du GROUPE en relation avec les intérêts susmentionnés.

Les finalités pour lesquelles nous pouvons traiter Vos Données à caractère personnel (en relation avec les intérêts susmentionnés) incluent les suivantes, sans s'y limiter :

- mise en œuvre de relations d'affaires avec des clients et d'autres parties
- offre de services aux clients
- exécution d'obligations et exercice de droits dans le cadre de contrats et pour l'exécution de contrats, ou mise en place de mesures précontractuelles avec Vous ou un tiers
- gestion des activités et approfondissement de l'offre de produits et services
- révision et optimisation de procédures pour l'évaluation des besoins aux fins de discussions directes avec les clients
- marketing ou études d'opinion et de marché
- obtention de données à caractère personnel de sources publiquement disponibles à des fins d'acquisition/évaluation de clients
- respect des exigences en matière d'agrément, autorisations et/ou exemptions d'agrément et demandes ou directives réglementaires liées à de tels agréments, autorisations ou exemptions
- respect des lois, réglementations et décisions judiciaires applicables en dehors du Luxembourg et/ou du lieu d'établissement de la succursale
- respect des orientations et directives réglementaires, déclarations de politique, meilleures pratiques et exigences et contrôles résultant des procédures afférentes en relation avec la conduite d'affaires
- facilitation (des) et réponse aux demandes réglementaires et visites de surveillance, ainsi que plus généralement des actions accomplies dans une démarche ouverte et collaborative vis-à-vis des autorités de régulation compétentes
- prévention des délits financiers et investigations à ce sujet, y compris la fraude, le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent, et respect des sanctions, y compris les contrôles Know your customer (KYC) et les contrôles réguliers des personnes politiquement exposées (PPE)

- évaluation des prétentions juridiques et défenses en cas de litiges
- réalisation de vérifications en matière de conflits
- traitement des réclamations de clients
- facilitation des actions opérationnelles en relation avec nos relations d'affaires (p. ex. traitement d'opérations de paiement, facturation)
- validation de l'habilitation de signataires (p. ex. pour la conclusion d'accords et de transactions)
- contrôle du risque au sein du GROUPE
- consultation des agences de notation de crédit afin d'évaluer la solvabilité et les risques de crédit en cas d'exposition de crédit Vous concernant
- sécurisation et utilisation/fonctionnement des systèmes informatiques du GROUPE
- vidéosurveillance et mesures visant à protéger les droits d'un propriétaire de bâtiments ou occupant de locaux à se prémunir des intrus et à assurer la sécurité des sites (p. ex. contrôles d'accès)
- exécution de contrats y compris de contrats auxquels la Personne concernée n'est pas une partie (directe) (p. ex. en relation avec les Données de Personnes concernées ou du personnel de votre Organisation) ;
- fusions, acquisitions et réorganisations, y compris par le partage de Vos Données à caractère personnel avec des acquéreurs ou cessionnaires (futurs).

Chaque fois que nous avons l'intention de nous fonder sur des intérêts légitimes en tant que base juridique du traitement des Données à caractère personnel, nous prendrons en considération Vos droits et libertés.

d) En conséquence de Votre consentement :

Il peut y avoir des circonstances dans lesquelles nous demandons **Votre consentement** pour traiter Vos Données à caractère personnel. Aussi longtemps que Votre consentement nous est octroyé, ce traitement est légal sur la base de ce consentement. Vous pouvez retirer Votre consentement à tout moment en contactant le Département de protection des données (cf. article 9.1 ci-dessus). Le retrait du consentement n'affecte pas la légalité du traitement des Données effectué avant ledit retrait.

9.4

Qui reçoit Vos Données ?

Au sein de la Banque, toutes les unités qui requièrent Vos Données y auront accès en vue de permettre à la Banque d'atteindre les finalités décrites à la section 9.3. En ce qui concerne les Clients des Succursales de la Banque, celle-ci traite Vos Données et les partage avec les Succursales auxquelles ces Données se rapportent, et inversement, selon le principe Need to know (besoin d'en connaître). À cet égard, la Banque et la Succursale concernée agissent en tant que responsables conjoints du traitement. En ce qui concerne le traitement des Données par les Succursales de la Banque, veuillez-vous référer à l'**Annexe 4**, intitulée « **Informations supplémentaires en matière de protection des Données relatives aux succursales de CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A.** ».

Les destinataires des données **en dehors de la Banque** et de ses Succursales sont ci-après désignés les « **Destinataires des Données** ». Veuillez vous référer à la vue d'ensemble de tous les Destinataires des Données hors de la Banque et des Succursales de la Banque présentée à l'**Annexe 3**, intitulée « **Liste des Destinataires des Données** ».

9.5

Les données seront-elles transférées à un pays tiers ou à une organisation internationale ?

Dans certaines circonstances, nous pouvons transférer Vos Données à des Destinataires des Données situés **dans des pays tiers** (pays hors de l'Espace économique européen). Vous comprenez que la législation de ces pays tiers en matière de protection des données peut ne pas Vous offrir autant de protection que la législation relative à la protection des données dans le pays où Vous êtes situé(e).

Pour les transferts vers des pays tiers qui n'ont pas été déterminés par la Commission européenne comme des pays offrant un niveau adéquat de protection des données, nous nous appuyerons soit sur une dérogation applicable à la situation spécifique (notamment si le transfert est requis pour exécuter notre contrat avec Vous, p. ex. pour effectuer un paiement international) ou mettrons en œuvre des mesures appropriées de sauvegarde telles que des clauses contractuelles standard approuvées par la Commission européenne afin de garantir la protection de Vos Données à caractère personnel .

Veillez contacter notre Département de protection des données si vous souhaitez demander à consulter une copie des mesures spécifiques de sauvegarde appliquées à l'exportation de Vos informations, le cas échéant. Les données de contact sont fournies à l'article 9.1 ci-dessus.

9.6

Utilisation de moyens de communication électroniques

La Banque peut utiliser tout moyen de communication, y compris électronique, comme l'e-mail, en vue de partager, divulguer et/ou transférer des Données à caractère personnel pour atteindre les finalités décrites aux termes de la section 9.3. Pour de plus amples détails concernant l'utilisation de moyens de communication électroniques, veuillez-vous référer à la section intitulée « Protection des données et secret professionnel » des CG.

9.7

Combien de temps Vos données seront-elles conservées ?

Nous traiterons et conserverons Vos Données à caractère personnel **aussi longtemps que cela est légalement autorisé**. Il convient de noter ici que notre relation d'affaires est de long terme, établie sur la base de périodes de plusieurs années.

Nous conserverons normalement Vos enregistrements pour une durée minimale de dix ans afin de satisfaire aux obligations légales, réglementaires et contractuelles (p. ex. Code de commerce luxembourgeois et la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée), sauf s'il existe un motif particulier de conserver les enregistrements plus longtemps, y compris pour les besoins d'une interdiction de destruction¹ nous imposant de conserver les enregistrements pour une durée indéterminée.

9.8

Quels sont Vos droits en matière de confidentialité des données ?

En ce qui concerne Vos Données à caractère personnel, et dans la mesure autorisée par la législation relative à la protection des données, Vous avez le droit :

- de demander l'accès à Vos Données à caractère personnel
- de demander la rectification de Données à caractère personnel inexactes ou incomplètes

¹ Une interdiction de destruction est un processus auquel une organisation a recours pour conserver toute forme d'informations pertinentes en cas de litige, d'enquête ou autre procédure judiciaire en cours ou anticipée.

- de demander l'effacement de Vos Données à caractère personnel
- de demander la restriction du traitement de Vos Données à caractère personnel .
- à la portabilité des données

Outre les droits susmentionnés, vous avez également le **droit de vous opposer** à tout moment :

- au traitement de Vos Données à caractère personnel à des fins de marketing direct, et de profilage dans la mesure où il est lié au marketing direct, et
- au traitement de Vos Données à caractère personnel pour les motifs énumérés à l'article 9.3 c) (« intérêt légitime ») de la présente déclaration (y compris au profilage à ces fins), dans la mesure autorisée par la législation relative à la protection des données.

Pour exercer les droits susmentionnés, Vous n'avez pas besoin d'utiliser un formulaire particulier mais devez écrire à notre Département de protection des données conformément à l'article 9.1 de la présente déclaration. Nous examinerons alors Votre demande d'exercer Vos droits et y répondrons.

Veillez noter que certains des droits susmentionnés sont soumis à des limitations dans certaines situations, et que l'exercice de ces droits peut affecter notre capacité à maintenir notre relation d'affaires avec Vous.

Le cas échéant, Vous avez également le droit de déposer une réclamation auprès de toute autorité de surveillance compétente.²

Vous pouvez également retirer le consentement qui nous a été donné pour le traitement de Vos Données à caractère personnel à tout moment en contactant le Département de protection des données (cf. section 9.1 ci-dessus). Veuillez également consulter la section 9.3 d) pour plus de précisions sur le consentement.

9.9

Êtes-Vous obligé(e) de fournir des Données ?

Dans le cadre de notre relation d'affaires, Vous pouvez avoir à fournir certaines Données à caractère personnel requises pour nous permettre d'accepter et de maintenir une relation d'affaires, de satisfaire à des obligations contractuelles ainsi que les Données que nous sommes légalement tenus de recueillir. **Sans ces Données, nous pouvons ne pas être en mesure de conclure un accord, de fournir des services ou d'ouvrir ou de maintenir une relation d'affaires.** La réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent peut par exemple nous imposer de Vous identifier sur la base de Vos documents d'identification avant d'établir une relation d'affaires. Pour ce faire, il nous faut recueillir et enregistrer votre nom, vos date et lieu de naissance, votre nationalité, votre adresse et vos éléments d'identification. Pour qu'il nous soit possible de satisfaire à ces exigences légales, Vous devez nous fournir les informations et les documents requis conformément à ces réglementations et nous communiquer immédiatement tout changement survenant au cours de la relation d'affaires. Si Vous ne nous transmettez pas les informations et les documents nécessaires, nous ne pouvons pas établir ou poursuivre la relation d'affaires que Vous souhaitez.

² Compétente en matière de protection des données au Luxembourg : La Commission nationale pour la protection des données (CNPD) (<https://cnpd.public.lu>) ou l'autorité de protection des données de Votre pays de résidence (s'il est situé dans l'Union européenne).

9.10

Dans quelle mesure la prise de décision est-elle fondée sur un traitement automatisé ?

Lorsque nous établissons et mettons en œuvre une relation d'affaires, nous ne recourons généralement pas à un traitement entièrement automatisé pour la prise de décision, conformément à la législation relative à la protection des données. Si nous devons appliquer cette procédure dans des cas particuliers, nous Vous en informerions séparément dans la mesure où nous en avons l'obligation légale.

9.11

Pourquoi procéder à un profilage ?

Nous traitons certaines de Vos Données à caractère personnel **automatiquement dans le but d'évaluer certains aspects personnels (profilage)**.

Nous avons par exemple recours au profilage de la manière suivante et/ou aux fins suivantes :

- En vertu des **prescriptions légales et réglementaires**, nous sommes tenus de lutter contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la fraude, et d'évaluer les risques et les infractions qui présentent un danger pour les actifs. Les évaluations de Données (y compris pour les opérations de paiement) sont également effectuées dans ce but. Parallèlement, ces mesures ont aussi pour objectif de Vous protéger.
- Nous sommes susceptibles de recourir au scoring dans le cadre **de l'évaluation de Votre solvabilité**. Cela nous permet de calculer la probabilité selon laquelle un Client remplira ses obligations de paiement conformément au contrat. Ce calcul peut être influencé notamment par la capacité de gain du Client, ses dépenses, ses engagements en cours, son activité professionnelle, son employeur, la durée de ses relations de travail, l'expérience tirée de la relation d'affaires jusqu'à présent, le remboursement contractuel de crédits antérieurs et des informations obtenues auprès d'organismes d'information sur les crédits par exemple. Le scoring se fonde sur un processus établi et reconnu sur les plans mathématique et statistique. Les scores définis nous aident à prendre des décisions dans le cadre de la distribution de produits et sont intégrés dans la gestion des risques courants.
- Pour poursuivre les **objectifs suivants liés au marketing** : I) marketing et conseils personnalisés adaptés au client et à sa situation, ses circonstances et ses besoins ; II) études de marché ; III) développement de produits, services et offres de la Banque, d'autres banques et Entités du GROUPE.

À ces fins, la Banque peut : i) traiter les données du client obtenues à partir de ses propres sources (notamment les données des opérations de compte et de paiement, d'autres données de transaction et d'autres données comportementales, p. ex. à partir de l'activité sur le site Internet et les applications mobiles de la Banque) et de sources accessibles au public, ainsi que de fournisseurs de données contractuellement affiliés ; ii) évaluer certains aspects personnels du client (profilage), tels que la situation financière et les intérêts personnels du client, et créer et évaluer des profils de clients ; iii) divulguer ces données et profils à d'autres banques et Entités du GROUPE, y compris à des prestataires de services tiers, tel qu'indiqué plus en détail dans l'aperçu de tous les Destinataires des Données en dehors de la Banque et des Succursales de la Banque figurant à **l'Annexe 3**, intitulée « **Liste des Destinataires des Données** ». Il est fait référence dans ce contexte à **votre droit de vous opposer** tel que défini à la section 9.8.

9.12 **Pouvons-nous Vous demander des données biométriques ?**
Les données biométriques sont classées dans la catégorie des Données à caractère personnel sensibles. Voilà pourquoi, pour accéder à certaines applications, Vous serez prié(e) séparément de donner votre consentement explicite à l'utilisation de votre Touch ID ou d'une autre identification biométrique.

9.13 **Notices de confidentialité spécifiques aux pays hors UE**
Informations destinées aux résidents en Californie
Pour plus d'informations, veuillez consulter en ligne nos différentes notices de confidentialité applicables (y compris notre notice complémentaire au titre du California Consumer Privacy Act pour les clients d'Entités du GROUPE domiciliés en Californie, applicable à compter du 1er janvier 2020) à l'adresse suivante :
<https://www.credit-suisse.com/us/en/legal/privacy-statement.html>).

Pour toute autre question, veuillez nous contacter à l'adresse suivante :
us.data-protection@credit-suisse.com

10. Annexes

Annexe 1 Instruments financiers

1. Valeurs mobilières.
2. Instruments du marché monétaire.
3. Parts d'organismes de placement collectif.
4. Contrats d'option, contrats à terme ferme (« futures »), contrats d'échange (« swaps »), accords de taux futur (« forward rate agreements ») et tous autres contrats dérivés relatifs à des valeurs mobilières, des monnaies, des taux d'intérêt ou des rendements, des quotas d'émission ou autres instruments dérivés, indices financiers ou mesures financières qui peuvent être réglés par une livraison physique ou en espèces.
5. Contrats d'option, contrats à terme ferme (« futures »), contrats d'échange (« swaps »), contrats à terme ferme « forwards ») et tous autres contrats dérivés relatifs à des matières premières qui doivent être réglés en espèces ou peuvent être réglés en espèces à la demande d'une des parties pour des raisons autres qu'une défaillance ou autre incident provoquant la résiliation).
6. Contrats d'option, contrats à terme ferme (« futures »), contrats d'échange (« swaps ») et tous autres contrats dérivés relatifs à des matières premières qui peuvent être réglés par livraison physique, à condition qu'ils soient négociés sur un marché réglementé, un MTF ou un OTF, à l'exception des produits énergétiques de gros qui sont négociés sur un OTF et qui doivent être réglés par livraison physique.
7. Contrats d'option, contrats à terme ferme (« futures »), contrats d'échange (« swaps »), contrats à terme ferme « forwards ») et tous autres contrats dérivés relatifs à des matières premières qui peuvent être réglés par livraison physique, non mentionnés par ailleurs au point 6, et non destinés à des fins commerciales, qui présentent les caractéristiques d'autres instruments financiers dérivés.
8. Instruments dérivés servant au transfert du risque de crédit.
9. Contrats financiers pour différences (« financial contracts for differences »).
10. Contrats d'option, contrats à terme ferme (« futures »), contrats d'échange (« swaps »), accords de taux futur (« forward rate agreements ») et tous autres contrats dérivés relatifs à des variables climatiques, à des tarifs de fret ou à des taux d'inflation ou d'autres statistiques économiques officielles qui doivent être réglés en espèces ou peuvent être réglés en espèces à la demande d'une des parties pour des raisons autres qu'une défaillance ou autre incident provoquant la résiliation, de même que tous autres contrats dérivés relatifs à des actifs, des droits, des obligations, des indices et des mesures non mentionnés par ailleurs aux termes de la présente Annexe 1, qui présentent les caractéristiques d'autres instruments financiers dérivés, en tenant compte de ce que, notamment, ils sont négociés sur un marché réglementé, un OTF ou un MTF.
11. Quotas d'émission composés de toutes les unités reconnues conformes aux exigences de la directive 2003/87/CE (système d'échange de quotas d'émission).

En outre, les dépôts structurés ne sont pas considérés comme des instruments financiers mais la plupart des règles et exigences liées aux instruments financiers leurs sont également applicables. Les dépôts structurés sont des dépôts qui doivent être intégralement remboursés à l'échéance et selon lesquels le paiement des intérêts ou d'une prime, ou l'intérêt ou la prime de risque résulte d'une formule dépendant de facteurs tels qu'un indice, un instrument financier ou une combinaison d'instruments financiers, ou d'un taux de change ou d'une combinaison de taux de change. Concernant les informations fournies dans la présente Brochure d'information client, seule la section sur l'exécution au mieux ne s'applique pas aux dépôts structurés dans la mesure où les règles d'exécution au mieux ne s'appliquent qu'aux instruments financiers. Pour tous les autres sujets mentionnés dans la présente Brochure d'information client, y compris le Traitement des Ordres par la Banque, les dépôts structurés sont traités de la même manière que les instruments financiers.

Il est important de noter que la Banque ne propose pas toutes les catégories de produits mentionnées précédemment. Le Client peut contacter son conseiller clientèle en cas d'intérêt pour un produit spécifique. Le Client doit tenir compte des risques liés aux produits et services dans chaque cas.

Annexe 2

Modèle d'information à destination du déposant

Modèle d'information à destination du déposant :

Informations de base sur la protection des dépôts

Les dépôts auprès de Credit Suisse (Luxembourg) S.A. sont protégés par :

Fonds de garantie des dépôts Luxembourg³

Limite de protection :

EUR 100 000 par déposant et par établissement de crédit⁴

Si vous avez plusieurs dépôts dans le même établissement de crédit :

Tous vos dépôts dans le même établissement de crédit sont « agrégés » et le total est soumis à la limite de EUR 100 000⁴

Si vous avez un compte joint avec une/d'autre(s) personne(s) :

La limite de EUR 100 000 s'applique à chaque déposant pris séparément⁵

Période de remboursement en cas de défaillance de l'établissement de crédit :

7 jours ouvrables⁶

Monnaie de remboursement :

Euro

Informations complémentaires

³ Système chargé de la protection de votre dépôt.

⁴ Limite générale de protection

Si un dépôt n'est pas disponible parce qu'un établissement de crédit est dans l'incapacité de faire face à ses obligations financières, les déposants sont remboursés par un Système de garantie des dépôts. Ce remboursement couvre au maximum EUR 100 000 par établissement de crédit. Cela signifie que tous les dépôts auprès du même établissement de crédit sont additionnés pour déterminer le niveau de couverture. Par exemple, si un déposant détient EUR 90 000 sur un compte d'épargne et EUR 20 000 sur un compte courant, seuls EUR 100 000 lui seront remboursés. Dans les cas visés à l'article 171, paragraphe 2 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement, les dépôts sont protégés au-delà de EUR 100 000 et jusqu'à un maximum de EUR 2 500 000. De plus amples informations sont disponibles sous www.fgdl.lu.

⁵ Limite de protection pour les comptes joints

En cas de comptes joints, la limite de EUR 100 000 s'applique à chaque déposant.

Cependant, lorsque deux personnes au moins ont sur un compte des droits en leur qualité d'associé d'une société, de membre d'une association ou de tout groupement de nature similaire, non doté de la personnalité juridique, le dépôt est traité, pour les besoins du calcul de la limite de EUR 100 000, comme s'il était effectué par un déposant unique.

⁶ Remboursement

Le système de garantie des dépôts responsable est le Fonds de garantie des dépôts Luxembourg (FGDL), 283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, tél. (+352) 26251-1, fax (+352) 26251-2601, info@fgdl.lu, www.fgdl.lu. Il remboursera vos dépôts (jusqu'à EUR 100 000) dans les 7 jours ouvrables au plus tard.

Si vous n'avez pas été remboursé dans ces délais, vous devez prendre contact avec le Système de garantie des dépôts car la période de demande de remboursement peut être prescrite après un certain délai.

Vous pouvez obtenir de plus amples informations sous www.fgdl.lu

Contact :

Fonds de garantie des dépôts Luxembourg
283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg,
Grand-Duché de Luxembourg
Adresse postale : L-2860 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg
Tél. (+352) 26 25 1-1
Fax (+352) 26 25 1-2601
info@fgdl.lu

Plus d'informations sur :

www.fgdl.lu

Autres informations importantes

De manière générale, tous les déposants et les entreprises sont couverts par des systèmes de garantie des dépôts. Les exceptions concernant certains dépôts sont indiquées sur le site Internet du Système de garantie des dépôts responsable. Votre établissement de crédit vous indiquera aussi sur demande si certains produits sont couverts ou non. Si les dépôts sont couverts, l'établissement de crédit doit également le confirmer sur le relevé de compte.

Annexe 3

Destinataires des Données

1.

Note préalable

Le présent document vise à fournir un aperçu détaillé de la divulgation de Vos Données et/ou des Informations client⁷ à des **destinataires extérieurs à la Banque** (les « **Destinataires des Données** »). La présente Annexe, qui fait partie intégrante des **Informations relatives à la protection des données**, doit être lue conjointement avec l'art. 24 des CG de la Banque. Elle peut être mise à jour ultérieurement.

Le GROUPE gère et offre ses services et produits à ses clients par l'intermédiaire de filiales et de succursales dans le monde entier (chacune étant une « Entité du GROUPE » ou collectivement les « Entités du GROUPE »). Toutes détiennent les licences locales nécessaires à l'exploitation de leur activité. Une liste complète des Entités du GROUPE y compris leur adresse est disponible en ligne⁸.

En coordonnant ses activités au sein du GROUPE à l'échelle mondiale et en recourant à des services tiers, la Banque pourra mieux répondre aux besoins de ses clients et continuer à leur fournir des services de haute qualité ainsi que des évaluations et des services de conseil à l'échelle du GROUPE, tout en étant en mesure de satisfaire aux exigences et aux attentes réglementaires et de gérer les risques.

Dans cette optique, la Banque et d'autres Entités du GROUPE peuvent partager ou traiter autrement Vos Données et/ou Informations client avec d'autres Entités du GROUPE et/ou des tiers

- a) dans le cadre de l'externalisation de certaines fonctions (comme indiqué ci-après au point 2),
- b) indépendamment d'une structure d'externalisation (comme indiqué ci-après au point 3),
 - dans le but d'accroître l'efficacité opérationnelle et/ou d'utiliser au mieux les ressources et les capacités de la Banque au sein du GROUPE dans le monde entier, afin de répondre de manière efficace et globale aux besoins de nos Clients,
 - pour satisfaire aux exigences légales et/ou réglementaires,
 - pour exécuter les obligations contractuelles de la Banque dans le cadre de notre relation avec vous, et/ou
 - pour poursuivre des intérêts légitimes de la Banque et/ou du GROUPE.

Aux fins décrites ci-dessus, certaines personnes et/ou équipes dédiées employées par d'autres Entités du GROUPE ou au service de celles-ci et/ou de tiers, y compris leurs sous-traitants/agents (comme décrit plus en détail ci-dessous), peuvent accéder à, ou

⁷ Au sens de l'art. 24 b CG, c'est-à-dire toute information relative au client (clients personnes physiques ou non) et aux Personnes concernées (le cas échéant), y compris la documentation confiée à la Banque.

⁸ Une liste complète des Entités du GROUPE est disponible à l'adresse suivante : <https://www.credit-suisse.com/corporate/en/investor-relations/financial-and-regulatory-disclosures/annual-and-interim-reports/annual-reports.html> dans le dernier rapport annuel de Credit Suisse Group S.A., à la section « Significant subsidiaries and equity method investments » (Sociétés importantes du Groupe et sociétés de participation) (en ce qui concerne les entités de Credit Suisse) et sous <https://www.ubs.com/global/en/investor-relations/complementary-financial-information/disclosure-legal-entities.html>; <https://www.ubs.com/global/en/investor-relations/complementary-financial-information/other-subsidiaries.html#tab-1824695174> (en ce qui concerne les entités d'UBS). Le(s) Client(s) peut/peuvent à tout moment demander à son/leur Conseiller clientèle une liste des Entités du GROUPE.

se voir fournir, des Données et/ou des Informations client et sont donc incluses dans la définition des Destinataires des Données.

Les scénarios ci-après de partage des Données entre la Banque et les Entités du GROUPE s'appliquent également dans le cadre des **Relations de Client avec une Succursale** (telles que définies à l'**Annexe 4** séparée « **Informations supplémentaires en matière de protection des données relatives aux succursales de CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A.** »), auxquels cas les Entités du GROUPE concernées sont susceptibles de fournir des services aux succursales de la Banque directement ou indirectement, i.e. via la Banque. Néanmoins, les **Succursales de la Banque** (telles que définies à l'**Annexe 4**) peuvent décider, aux fins susmentionnées, de partager des Données à caractère personnel et/ou des Informations client directement avec les Entités du GROUPE concernées.

2. **Les Destinataires des Données dans le cadre de services et/ou d'activités externalisés**

La Banque peut externaliser certaines opérations, services et/ou activités connexes à **d'autres Entités du GROUPE** et, dans le cadre de ces externalisations, ces autres Entités du GROUPE peuvent à leur tour externaliser des opérations, services et/ou activités connexes à d'autres Entités du GROUPE. La Banque et d'autres Entités du GROUPE peuvent également (sous) externaliser des opérations, des services et/ou des activités connexes à un/des prestataire(s) de services externes et à leurs sous-traitants (« **Prestataires de services tiers** »).

Les catégories d'opérations, de services et/ou d'activités connexes qui peuvent généralement être externalisées en conséquence sont énumérées à titre d'exemple ci-après :

- tâches et processus opérationnels, y compris activités de support liées à l'administration des relations client et de leurs actifs (y compris les événements d'entreprise, le vote, etc.)
- activités (de support) liées à la conformité et à la gestion des risques
- certaines activités et/ou certains services informatiques (de support) (incluant la plateforme informatique, les services liés aux logiciels, à l'infrastructure et/ou à la plateforme (y compris l'utilisation de la technologie cloud), la maintenance, le développement, la création de travail de concept technique, la création de conception d'interface utilisateur, le développement de logiciels, des logiciels de test, l'analyse d'erreur, l'analyse de défauts et d'incidents, les services de support à l'intégration et au déploiement, le support utilisateur, l'exploitation de systèmes informatiques et le traitement de données)
- infrastructure de messagerie électronique de la Banque (y compris la journalisation des communications, ce qui signifie que des copies inaltérables des courriers électroniques sont stockées dans un référentiel interne strictement confidentiel dit des journalisations, services d'analyse et filtrage des e-mails à des fins de sécurité et de protection contre les malware, services de criblage, etc.), messagerie instantanée et/ou services de chat,
- applications de banque en ligne, de reporting, de transmission des transactions et/ou de négociation

- activités (de support) liées à l'évaluation et/ou à la gestion des risques (p. ex. les risques de marché, de crédit et autres)
- reporting (p. ex. reporting client, réglementaire, fiscal, de gestion), incluant l'évaluation individuelle des cas, la fourniture de conseils généraux et la préparation de rapports
- supervision, enquêtes internes et audit internes
- services de gestion de portefeuille discrétionnaires et services de conseil
- systèmes vocaux et enregistrement vocal/téléphonique
- administration et gestion des relations d'affaires avec des gérants de fortune externes
- gestion interne des places de travail ou gestion centrale des données
- offre de canaux de communication électronique aux clients
- marketing, y compris profilage connexe, et gestion des événements clients
- gestion du cycle de vie des documents, y compris leur archivage et leur destruction
- émission, gestion et envoi des factures client
- production et préparation de la déclaration fiscale annuelle des clients
- fonction du Group Data Protection Officer et activités de support liées, etc.

Les **Entités du GROUPE** qui peuvent servir de Destinataires des Données **peuvent être établies dans le monde entier.**

Les **Prestataires de services tiers** qui peuvent servir de Destinataires des Données sont établis

- au **Luxembourg**

et/ou

- dans des **pays offrant un niveau adéquat de protection des données comme spécifié dans la liste des pays publiée par la Commission européenne, Décisions d'adéquation | Commission européenne (europa.eu)**, tels que, sans s'y limiter, la Suisse, le Royaume-Uni, les États membres de l'UE (p. ex. l'Allemagne, la Roumanie, les Pays-Bas, la Pologne)

et/ou

- **aux États-Unis, en Inde et à Singapour**, pays avec lesquels la Banque ou les Entités du GROUPE et/ou les Prestataires de services tiers concernés ont conclu des accords de confidentialité afin d'assurer la mise en place de protections appropriées en matière de protection du traitement des données à caractère personnel et des obligations de secret professionnel équivalentes à celles qui découlent des normes luxembourgeoises. Dans ce contexte, la Banque et/ou les Entités du GROUPE concernées a/ont pris des mesures techniques et organisationnelles raisonnables pour assurer la confidentialité des données et/ou des informations client transmises et protéger ces données contre tout traitement non autorisé, en tenant compte du fait que le niveau de protection de ces données dans des pays tiers peut différer de celui de l'Union européenne. Les Prestataires de

services tiers et/ou autres Entités du GROUPE sont soit légalement soumis à l'obligation de secret professionnel ou seront contractuellement tenus de respecter de strictes règles de confidentialité. Les Données et/ou les Informations client qui seront transférées ne seront accessibles qu'à un nombre limité de personnes chez les Prestataires de services tiers et/ou autres Entités du GROUPE concernés, selon le principe du besoin d'en connaître.

Les Destinataires des Données susmentionnés peuvent être tenus de divulguer à leur tour Vos Données et/ou Informations client aux autorités ou à des tiers en vertu des lois et règlements en vigueur, par exemple dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme, à des fins de déclaration fiscale ou d'application de la loi, etc.

Le Client reconnaît que les Prestataires de services tiers et/ou autres Entités du GROUPE ne sont pas soumis aux règles luxembourgeoises sur le secret professionnel et que le secret professionnel pouvant s'appliquer à eux est susceptible de ne pas être aussi strict que la législation luxembourgeoise sur le secret professionnel.

Si cela est possible ou faisable, les Données et/ou Informations client seront traitées sous forme masquée, cryptée ou « tokenisée ».

3. Destinataires des Données et traitement des Données et/ou des Informations client, y compris le partage indépendant d'une structure d'externalisation

Les Données et/ou Informations client peuvent être traitées (y compris leur divulgation, leur stockage, etc.) par la Banque et/ou par les Destinataires des Données suivants dans le monde entier, indépendamment d'une structure d'externalisation, notamment pour se conformer aux exigences légales/réglementaires, dans le contexte de l'exécution de contrats et/ou en vue de poursuivre les intérêts légitimes de la Banque et/ou (de certaines ou de toutes les) Entités du GROUPE :

3.1 Entités du GROUPE domiciliées dans des États membres de l'UE⁹ et en Suisse

Dans le contexte de l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration (« **DAC 6** »), p. ex. afin d'éviter l'établissement de plusieurs rapports dans le cadre du même dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, la Banque peut partager des Données et/ou des Informations relatives au Client ou à toute autre personne impliquée dans des dispositifs de ce type avec d'autres Entités du GROUPE domiciliées dans des États membres de l'UE et/ou en Suisse.

3.2 Entités du GROUPE dans le monde¹⁰

Vos Données et/ou Informations client peuvent être traitées par les Entités du GROUPE et échangées entre celles-ci pour se conformer aux exigences légales ou

⁹ https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/country-profiles_fr

¹⁰ Une liste complète des Entités du GROUPE est disponible à l'adresse suivante : <https://www.credit-suisse.com/corporate/en/investor-relations/financial-and-regulatory-disclosures/annual-and-interim-reports/annual-reports.html> dans le dernier rapport annuel de Credit Suisse Group S.A., à la section « Significant subsidiaries and equity method investments » (en ce qui concerne les entités de Credit Suisse) et sous <https://www.ubs.com/global/en/investor-relations/complementary-financial-information/disclosure-legal-entities.html>; <https://www.ubs.com/global/en/investor-relations/complementary-financial-information/other-subsidiaries.html#tab-1824695174> (en ce qui concerne les entités d'UBS). Le(s) Client(s) peut/peuvent à tout moment demander à son/leur Conseiller clientèle une liste des Entités du GROUPE.

réglementaires, aux demandes d'information des autorités de surveillance étrangères ou pour des raisons liées à la conformité (p. ex. les obligations de déclaration fiscale des Entités du GROUPE et/ou de la Banque, la gestion des risques de marché et de crédit, les risques opérationnels, y compris les risques informatiques et la prévention générale de la criminalité, l'identification et la gestion des risques de blanchiment d'argent, les conflits d'intérêts et les risques de réputation au niveau de la Banque, de l'Entité/des Entités du GROUPE et/ou du GROUPE). De telles exigences et/ou demandes légales ou réglementaires ou liées à des raisons de conformité peuvent résulter d'exigences légales ou réglementaires luxembourgeoises ou étrangères applicables aux Entités du GROUPE ou appliquées par celles-ci (p. ex. sur la base de politiques internes) et/ou applicables ou liées à la relation de client et/ou à la transaction.

Vos Données et/ou Informations client peuvent également être traitées par et échangées entre les Entités du GROUPE à des fins opérationnelles, d'évaluation et de gestion de la qualité des données, de surveillance et d'enquêtes internes, de gestion de la communication de l'entreprise et/ou de défense des intérêts de la Banque, d'autres Entités du GROUPE ou du GROUPE (p. ex. dans le contexte de litiges potentiels), à des fins d'audit, de gestion des événements clients et des risques liés aux activités clients, de reporting incluant l'évaluation individuelle des cas, la fourniture de conseils généraux et la préparation de rapports (p. ex. reporting client, réglementaire, fiscal, de gestion), pour des besoins liés aux systèmes informatiques et/ou pour accroître l'efficacité opérationnelle interne et utiliser au mieux les ressources et les capacités du GROUPE dans le monde entier, principalement pour garantir un service efficace et global à nos Clients.

Vos Données et/ou Informations client peuvent également être traitées par et partagées entre les Entités du GROUPE à des fins commerciales pour améliorer (i) la compréhension par le GROUPE de la relation globale du Client avec la Banque et d'autres Entités du GROUPE, (ii) la compréhension des besoins et préférences du Client et (iii) l'offre et le marketing, y compris le profilage, de produits et services dans leur ensemble par le GROUPE.

3.3 Tiers, y compris les autorités publiques du monde entier

3.3.1. Aux fins de l'exécution de contrats pertinents, dans le cadre de l'ouverture et de la gestion d'une relation bancaire avec Vous, de transactions que la Banque réalise pour Votre compte, de produits que la Banque Vous offre ou pour lesquelles elle agit en tant que Votre intermédiaire et/ou d'autres services que la Banque Vous fournit, y compris, sans s'y limiter, s'ils présentent un lien avec l'étranger, la Banque peut – le cas échéant via ses fournisseurs de services – transférer Vos Données et/ou Informations client à des tiers impliqués dans ces transactions et services ou autrement autorisés à accéder à des informations y afférentes, tels que **d'autres établissements financiers, des institutions similaires, des compagnies d'assurance, leurs prestataires de services et/ou des autorités**, au Luxembourg, dans les pays où les Succursales, sociétés liées et/ou les fournisseurs de services de la Banque sont établis et/ou dans d'autres pays (p. ex. en lien avec Vos opérations de paiement/autres transactions). Selon la transaction/le service concerné(e), les Destinataires des Données peuvent inclure d'autres Entités du GROUPE ou des tiers tels que d'autres banques (p. ex. les banques correspondantes), des opérateurs de systèmes de paiement, des prestataires de services de cartes de crédit, des compagnies d'assurance, des sous-dépositaires,

des émetteurs et/ou d'autres investissements cibles et leurs prestataires de services respectifs (p. ex. agents de transfert, teneurs de registre), des courtiers, des bourses (de valeurs), des unités de traitement, des fournisseurs de services de (conseil en) vote (par procuration), des dépositaires centraux de titres, des chambres de compensation et la Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication (« **SWIFT** »), etc. et leurs prestataires de services ou leurs unités de traitement.

Des divulgations sont susceptibles d'être requises à l'égard de tiers envers qui la Banque, toute Succursale ou toute Entité du GROUPE – selon le cas pour votre Compte – a une obligation de notification (p. ex. les référentiels centraux, les autorités ou les bourses (de valeurs), les registres (réglementaires) centraux, les émetteurs), conformément à la législation (de transposition) applicable (p. ex. le règlement European Market Infrastructure Regulation (EMIR), la directive et le règlement Markets in Financial Instruments Directive and Regulation (« MiFID/MiFIR »), le règlement Securities Financing Transaction Regulation (« SFTR »), la directive concernant les droits des actionnaires (SRD 2), les lois de transposition locales et Règlement(s) UE associés, la loi de transposition de DAC 6 et/ou fait face à des demandes de divulgation afin de permettre l'exécution des transactions ou la fourniture des services et/ou d'assurer la conformité avec les lois, réglementations, dispositions contractuelles, et autres règles, pratiques professionnelles, pratiques commerciales et normes de conformité applicables (y compris étrangères) et/ou afin d'éviter les sanctions liées à toute non-conformité à ces demandes ou obligations. Les Données et/ou Informations client peuvent également être divulguées afin de créer des comptes ségrégués pour Votre compte auprès d'un sous-dépositaire (conformément à la législation en vigueur le cas échéant ou sur votre demande) ou pour obtenir des licences/agrément(s) fiscaux et/ou d'investisseurs. Même pour les transactions au sein du Luxembourg ou de pays dans lesquels les Succursales de la Banque sont établies, Vos Données et/ou Informations client sont susceptibles de devoir être divulguées dans d'autres pays (p. ex. si une opération de paiement nécessite l'usage de SWIFT).

Dans le cadre de DAC 6, p. ex. afin d'éviter l'établissement de plusieurs rapports dans le cadre du même dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, la Banque peut partager des Données et Informations relatives au Client ou à toute autre personne impliquée dans des dispositifs de ce type avec des tiers domiciliés dans des États membres de l'UE, qui sont également soumis à l'obligation de déclaration au titre de DAC 6.

Si Vous choisissez d'utiliser Bloomberg chat pour communiquer avec la Banque, les informations transmises via Bloomberg chat peuvent également être consultées par des tiers, y compris Bloomberg dans le monde entier et des Entités du GROUPE, permettant ainsi de tirer des conclusions sur l'existence d'une relation bancaire avec la Banque et quant à l'identité de l'expéditeur et/ou du Client.

Si Vous choisissez d'avoir recours aux services de signature électronique pour conclure des accords et/ou communiquer avec la Banque, les informations transmises (y compris Vos Données) peuvent être traitées par le prestataire de services tiers (p. ex. DocuSign) qui fournit l'infrastructure technique nécessaire à ces signatures électroniques.

La Banque peut également partager Vos Données à caractère personnel et/ou Informations client avec des registres d'informations (p. ex. registres de dettes), moteurs de recherche, plateformes Internet et/ou avec des prestataires tiers dans le but

d'évaluer la qualité de crédit, le risque de crédit et la solvabilité (en particulier, dans les affaires de crédit) et/ou à des fins de collecte d'information pour des raisons réglementaires. Vos Données et/ou Informations client peuvent également être traitées par et partagées avec des tiers concernés pour des fusions, acquisitions et réorganisations, y compris par le partage de Vos Données à caractère personnel à des acquéreurs ou cessionnaires (futurs).

Les Destinataires des Données susmentionnés peuvent être tenus de divulguer à leur tour Vos Données et/ou Informations client aux autorités ou à d'autres tiers en vertu des lois et règlements en vigueur, par exemple dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme, à des fins de déclaration fiscale ou d'application de la loi, etc.

3.3.2.

La Banque, par l'intermédiaire d'autres Entités du GROUPE le cas échéant, peut divulguer Vos Données et/ou Informations client **aux autorités ou à d'autres tiers en vertu des lois et règlements en vigueur**, comme indiqué ci-après :

Dans certaines circonstances, la Banque peut divulguer des Données à caractère personnel et/ou des Informations client à des entités et institutions publiques au Luxembourg, dans les pays où les Succursales de la Banque sont établies et/ou dans d'autres pays étrangers (p. ex. autorités de surveillance du secteur financier et/ou bancaire, banques centrales, autorités fiscales, autorités de poursuite pénale, etc.) en vertu de demandes et/ou d'obligations légales et/ou réglementaires, y compris toute autorité administrative, gouvernementale ou judiciaire luxembourgeoise ou étrangère chargée d'imposer, de juger, de surveiller, d'administrer et/ou de décréter, d'administrer et/ou d'appliquer ou mettre en œuvre des **sanctions économiques ou financières, des embargos commerciaux ou d'autres mesures restrictives similaires**, telles que le gouvernement du Luxembourg, les Nations Unies (ONU), l'Union européenne (UE), le Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse (SECO) ou la Direction suisse du droit international (DIL), l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Département du Trésor des États-Unis, His Majesty's Treasury du Royaume-Uni (HMT), l'Autorité monétaire de Hong Kong (HKMA), l'Autorité monétaire de Singapour (MAS).

En vertu de la loi du 18 décembre 2015 concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale dans sa version modifiée, la Banque est tenue de divulguer certaines Données à caractère personnel et/ou Informations Client, tout **Titulaire de compte EAR** ou toute **Personne détenant le contrôle**, le cas échéant, à l'administration fiscale du Luxembourg (l'« **AFL** ») dans le cadre de l'échange automatique de renseignements (l'« **EAR** »). Il s'agit d'une déclaration annuelle et l'AFL transférera ensuite les Données à caractère personnel et/ou Informations client concernées aux autorités fiscales compétentes de toute juridiction soumise à déclaration, où se trouve la résidence fiscale de la personne concernée. En outre, pour les besoins de l'EAR, la Banque sera considérée comme responsable du traitement au sens des dispositions réglementaires applicables en matière de protection des données. Les Données à caractère personnel et/ou Informations client que la Banque est tenue de divulguer à l'AFL comprennent les nom(s), adresse(s), pays de résidence fiscale, numéro(s) d'identification fiscale (« **NIF** »), date(s) et lieu(x) de naissance, numéro(s) des comptes,

nom de la Banque, solde(s) ou valeur(s) du/des compte(s) à la fin de l'année civile concernée ou de toute autre période sous revue appropriée si le(s) compte(s) a/ont été clôturé(s) en cours d'année, dans le cas (a) d'un/de compte(s) titres (custodial account), le montant total des intérêts bruts, dividendes et autres revenus générés par les actifs détenus sur le(s) compte(s), le total des produits bruts des ventes ou rachats et, dans le cas (b) d'un/de compte(s) de dépôt(s) (depository account), le total des intérêts bruts payés ou crédités au Client et/ou à la Personne concernée, le cas échéant. La non-communication par le Client à la Banque des Données à caractère personnel et/ou Informations client demandées par la Banque aux fins de l'EAR peut déclencher une déclaration auprès de juridictions multiples.

Selon la loi luxembourgeoise du 25 mars 2020 relative à l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration (loi de transposition de DAC 6), la Banque est tenue de déclarer certaines caractéristiques desdits dispositifs ainsi que des Données à caractère personnel et/ou Informations relatives au Client ou à toute autre personne impliquée dans des dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration à l'AFL et/ou, le cas échéant, aux autorités fiscales locales des pays dans lesquels les Succursales de la Banque sont établies, y compris les nom, date et lieu de naissance, pays de résidence fiscale, NIF du contribuable concerné, selon le cas les personnes qui sont des entreprises associées au contribuable concerné et l'identification de toute autre personne au sein d'un État membre de l'UE susceptible d'être concernée par le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, y compris les États membres de l'UE auxquels cette personne est liée. Un dispositif fera l'objet d'une déclaration si (i) il porte sur une imposition/taxe concernée, (ii) il est transfrontière (c.-à-d. qu'il implique un autre État membre de l'UE ou un pays tiers), et (iii) il inclut une caractéristique ou fonctionnalité présentant une indication d'un risque potentiel d'évasion fiscale (appelé « marqueur »).

Par ailleurs, la Banque est soumise à différentes lois et conventions relatives à la fiscalité américaine, telles que le Foreign Account Tax Compliance Act (« **FATCA** ») et le régime d'intermédiaire agréé (« **QI** »), exigeant que la Banque fournisse certaines informations relatives à un **Client US** (tel que défini par les lois applicables) à l'Internal Revenue Service américain (l'« **IRS** ») sur une base annuelle (« **Déclaration fiscale US** »). Dans le cadre du régime QI, la déclaration se rapporte aux Clients US détenteurs de titres US. En vertu de FATCA, la déclaration se rapporte à tous actifs bancaires/comptes financiers détenus par des Clients US. En vertu de FATCA, l'obligation de Déclaration fiscale US existe envers l'AFL, qui transmet les informations à l'IRS. Dans le cadre du régime QI, concernant les titres US, la Déclaration fiscale US est effectuée auprès d'Entités du GROUPE en Suisse qui, à leur tour, transmettent les informations au sous-conservateur US, qui transmet lui-même ensuite les informations à l'IRS. Aux fins de Déclaration fiscale US, la Banque est tenue de communiquer le nom et l'adresse du Client/de toute personne détenant le contrôle, une copie de tout formulaire W-9 de « Demande de numéro d'identification fiscale et de certification » de l'IRS, le NIF, les actifs, les revenus et produits bruts, ainsi que toute autre information pouvant être requise à tout moment pour satisfaire aux obligations de Déclaration fiscale US auxquelles la Banque est soumise.

3.3.3.

La Banque peut divulguer des Données et/ou des Informations client aux tiers suivants au Luxembourg, dans les pays où la Banque et/ou les Entités du GROUPE sont établies et/ou dans tout autre pays :

- Conseillers juridiques, en particulier, dans le cadre de procédures juridiques (y compris les réclamations aux autorités) en cours ou raisonnablement prévisibles, le cas échéant, à l'encontre de la Banque ou initiées par la Banque,
- Tribunaux et autorités judiciaires ou autres autorités publiques,
- Notaires, en particulier, concernant les transactions de crédit hypothécaire et les cas de succession,
- Autres conseillers professionnels (p. ex. conseillers fiscaux, évaluateurs externes) et organes de contrôle externes

tous étant soumis à des obligations de confidentialité et/ou au secret professionnel.

Ces règles sont notamment applicables dans les cas où la Banque et/ou d'autres Entités du GROUPE visent à préserver leurs propres intérêts légitimes en rapport avec une procédure judiciaire et, dans ce contexte, partagent des Données et/ou Informations client avec des tiers, notamment sans s'y limiter :

- dans le cas où le Client, les Personnes concernées ou les contreparties liées aux actifs concernés menacent d'engager ou engagent, ou dans le cas où les actifs sont la cause (ou sont susceptibles d'être la cause), des mesures légales, des charges pénales ou d'autres notifications aux autorités contre la Banque et/ou d'autres Entités du GROUPE au Luxembourg et/ou à l'étranger (également en tant que tiers),
- en rapport avec les créances de la Banque envers le Client, y compris la réalisation de garanties fournies par le Client ou des tiers au Luxembourg et/ou à l'étranger,
- en cas de reproches formulés par le Client ou les Personnes concernées ou les contreparties liées aux actifs concernés ou dans le cas où les actifs sont la cause (ou sont susceptibles d'être la cause) des reproches envers la Banque et/ou d'autres Entités du GROUPE en public, vis-à-vis des médias ou vis-à-vis des autorités au Luxembourg et à l'étranger,
- ainsi qu'avec d'autres Entités du GROUPE au Luxembourg et à l'étranger
- pour identifier et gérer les conflits d'intérêts qui peuvent survenir dans le cadre des activités quotidiennes entre les différents secteurs d'activité de la Banque et ses clients, au titre desquels les Données et/ou Informations client sont partagées avec les entités du GROUPE au Luxembourg et à l'étranger, notamment dans le cadre de mandats de conseil en financement, en transactions sur les marchés des capitaux et en fusions et acquisitions de clients entreprises; et
- pour créer des rapports de recherche et des documents similaires qui comprennent une évaluation du Client et, dans ce contexte, pour divulguer la relation de client afin d'éviter tout conflit d'intérêts fondé sur les lois, les réglementations ou les normes sectorielles.

4. **Autres destinataires des Données à caractère personnel**

Les autres destinataires des Données à caractère personnel et/ou Informations client peuvent être tous les destinataires des Données à l'égard desquels Vous nous avez déliés du secret professionnel par le biais d'**une déclaration de consentement séparée**.

Annexe 4

Informations supplémentaires en matière de protection des données relatives aux Succursales de CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A.

Préambule

Les Informations relatives à la protection des données émises par la Banque, y compris l'Annexe 3 (« **Liste des Destinataires des Données** ») (les « **Informations relatives à la protection des données** ») s'appliquent en conséquence, sous réserve de la prise en compte des adaptations définies ci-après, aux opérations de traitement des Données à caractère personnel relatives au Client et aux autres Personnes concernées, le cas échéant, effectuées dans le cadre d'une relation d'affaires établie entre le Client et une Succursale de la Banque (« **Relations de Client avec une Succursale** »), soit :

Credit Suisse (Luxembourg) S.A., Succursale en France
86 boulevard Haussmann
CS 40047
75008 Paris France
Tél. : +33 (0)1 70 39 00 00,
Fax : +33 (0)1 70 39 04 30
(ci-après « la **Succursale en France** »),
Credit Suisse (Luxembourg »),

Credit Suisse (Luxembourg) S.A., Succursale au Portugal
Avenida da Liberdade, n.º 180-A, 8.º andar
1250-146 Lisbonne
Tél. : +351 21 310 92 10,
Fax : +351 21 310 92 11
(ci-après « la **Succursale au Portugal** »),

Credit Suisse (Luxembourg) S.A., Succursale en Irlande
Kilmore House, Park Lane, Spencer Dock
Dublin 1
République d'Irlande
Tél. : +353 1 523 5913
(ci-après « la **Succursale en Irlande** »),

ci-après la/les « **Succursale(s) (de la Banque)** ».

Les variantes résultant des présentes sont les suivantes :

1. Dans le cadre de Relations de Client avec une Succursale, sur la base du modèle de fourniture de services établi, conformément auquel les services sont fournis conjointement par la Succursale concernée, en charge de la gestion de la relation dans son ensemble, et par la Banque responsable, en particulier, de la tenue et de la gestion des comptes de Clients, **la Succursale concernée et la Banque** agissent en qualité de **responsables conjoints du traitement** à l'égard des Données à caractère personnel du Client ou de toute Personne concernée (le cas échéant) traitées dans le cadre de ladite Relation de Client avec une Succursale.
2. La présente Annexe 4 fait **partie intégrante** des Informations relatives à la protection des données.
3. Toute référence à des obligations « légales » ou « réglementaires » figurant dans les Informations relatives à la protection des données et à l'Annexe 3 sera considérée comme incluant toutes les obligations légales et/ou réglementaires auxquelles la Succursale concernée est soumise en vertu des lois ou réglementations en vigueur dans la juridiction concernée.
4. Les Succursales transféreront, divulgueront ou partageront des Données à caractère personnel relatives aux Relations de Client avec une Succursale à/avec la Banque, selon le principe du besoin d'en connaître. Pour plus d'informations concernant les **Destinataires des Données** en dehors de la Banque et des Succursales, veuillez consulter l'Annexe 3 (« **Liste des Destinataires des Données** »).
5. Les Données à caractère personnel seront traitées par la Succursale de la Banque concernée, tant que cela s'avère nécessaire eu égard aux finalités décrites à la section 3 des Informations relatives à la Protection des données. Indépendamment des obligations de conservation auxquelles la Banque est soumise, telles que décrites à la section 7 des Informations relatives à la Protection des données, les Succursales de la Banque peuvent être soumises aux **obligations de conservation** des Données applicables dans **les juridictions concernées**, et les Succursales de la Banque doivent se conformer aux obligations de conservation conformément **au droit civil, commercial et fiscal local** ainsi qu'aux **lois et réglementations du secteur financier** :
 - Pour la **Succursale en France** : Conformément aux dispositions correspondantes du Code civil et du Code de commerce français, en règle générale, la Succursale en France conserve les Données à caractère personnel relatives au Client et aux Personnes concernées pour une période maximale de 10 ans après la fin de la relation d'affaires. Cependant, dans certaines circonstances définies, conformément aux dispositions spécifiques du Code civil français, en cas de report du point de départ de la prescription, de suspension ou d'interruption de celle-ci, un délai maximal de 20 ans s'applique à compter de la date de naissance du droit concerné.
 - Pour la **Succursale au Portugal** : La législation commerciale et fiscale du Portugal en général définit l'obligation de conserver des pièces justificatives à des fins de comptabilité, d'administration et de gestion fiscale pendant une période de 10 ans. Sont concernées les Données à caractère personnel du Client et des Personnes

concernées à compter de la fin de la relation d'affaires. Dans certains cas, d'autres périodes de conservation minimale et maximale peuvent s'appliquer.

- Pour la **Succursale en Irlande** : L'obligation de conserver des pièces justificatives court sur une période minimale de cinq ans après la date à laquelle la Succursale en Irlande cesse de fournir des services au Client ou à compter de la date de la dernière transaction avec le Client (le cas échéant), la date retenue étant la plus récente. Différentes obligations légales en vertu desquelles la Succursale en Irlande est tenue de conserver des pièces justificatives pendant une période plus longue peuvent s'appliquer.

Une **interdiction de destruction** susceptible d'entraîner une obligation de conserver des pièces justificatives pendant une période plus longue, comme expliqué dans la section 7 des Informations relatives à la Protection des données, peut également s'appliquer à **la Succursale concernée** dans le cadre de Relations de Client avec une Succursale.

6.

Aux fins de l'exercice des **droits des personnes concernées** exposés dans la section 8 des Informations relatives à la Protection des données, Vous pouvez prendre contact avec les interlocuteurs mentionnés dans les Informations relatives à la Protection des données. En outre, Vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de l'**Autorité de protection des données compétente** :

- Au **Portugal** – le Comissão Nacional de Protecção de Dados (CNPD),
<https://www.cnpd.pt>
- En **France** – la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL),
<https://www.cnil.fr>
- En **Irlande** – le Data Protection Commissioner,
<https://www.dataprotection.ie>

ou de l'autorité de protection des données de Votre pays de résidence (s'il est dans l'Union européenne).



CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A.

Siège social : 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 11756

Contact :

Adresse postale : Case postale 40, L-2010 Luxembourg

Tél. : +352 46 00 11-1

Fax : +352 46 32 70

Version : Octobre 2023

<http://www.credit-suisse.com>

Informations importantes

Le présent document a été élaboré par CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A. (ci-après « Credit Suisse ») avec le plus grand soin et exclusivement à des fins d'information. Le présent document et les informations qu'il contient sont réservés au seul usage de son destinataire. Ce document ne constitue ou ne contient ni une offre ni une incitation en vue de la conclusion de quelque transaction financière que ce soit.

Il est interdit d'envoyer, d'introduire ou de distribuer le présent document ou des copies de celui-ci aux États-Unis ou de les remettre à une U.S. Person (au sens de la Regulation S du U.S. Securities Act de 1933, dans sa version amendée). Toute reproduction intégrale ou partielle du présent document est subordonnée à l'autorisation écrite de Credit Suisse.